

# Rapport général d'activités 2000



**O. E. D. T.**  
Observatoire européen des  
drogues et des toxicomanies

Le présent Rapport est également disponible en allemand et en anglais. Toutes les traductions ont été réalisées par le Centre de traduction des organes de l'Union européenne.

Toute information concernant l'OEDT peut être obtenue sur son site *web* (<http://www.emcdda.org>).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2001

ISBN 92-9168-109-1

© Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, 2001  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

*Printed in Italy*

# Table des matières

---

<b>Avant-propos</b>	5
Franz J. Bindert Président du conseil d'administration de l'OEDT	
<b>Introduction</b>	7
Georges Estievenart Directeur exécutif de l'OEDT	
<b>Programme de travail 1998-2000 de l'OEDT</b>	11
<b>Chapitre 1</b>	13
Épidémiologie	
<b>Chapitre 2</b>	27
Réduction de la demande	
<b>Chapitre 3</b>	37
Coordination du Reitox	
<b>Chapitre 4</b>	45
Stratégies nationales et communautaires	
<b>Chapitre 5</b>	53
Stratégies d'information et moyens de communication	
<b>Chapitre 6</b>	65
Administration, finances et logistique	
<b>Chapitre 7</b>	71
Les organes statutaires de l'OEDT	
<b>Chapitre 8</b>	75
L'OEDT et ses partenaires	



# Avant-propos

---

L'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) a le grand plaisir de présenter son sixième *Rapport général d'activités* au Parlement européen, au Conseil de l'Union européenne, à la Commission européenne et aux États membres, après son adoption par le conseil d'administration de l'OEDT, le 12 janvier 2001.

Ce rapport offre une vue rétrospective des activités et des résultats accomplis par l'OEDT en 2000, au terme de son deuxième programme de travail triennal (1998-2000) et six ans après sa création à Lisbonne.

L'année 2000 a été une année spéciale pour l'Observatoire, principalement consacrée à l'évaluation et à l'élaboration de plans pour l'avenir. En janvier, les résultats d'une évaluation de l'Agence, réalisée par des consultants privés en 1999, ont été étudiés, et, en mars, le conseil d'administration a pris des mesures pour répondre aux questions soulevées. Le conseil a reconnu que l'OEDT avait besoin d'une planification à moyen terme pour se développer et a constitué deux groupes de travail, l'un sur les perspectives à moyen terme, l'autre sur l'élargissement. Il a également demandé au directeur de présenter des propositions concrètes pour la réforme interne de l'Observatoire. Le document relatif aux perspectives à moyen terme et le plan de réforme interne ont été soumis, en septembre 2000, au conseil d'administration, qui a approuvé leur application.

L'un des faits politiques importants en 2000 a été l'approbation du nouveau plan d'action antidrogue de l'UE (2000-2004) lors du sommet européen de Santa Maria da Feira en juin. Le plan d'action souligne que l'information et l'évaluation constituent des conditions préalables à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation efficaces des stratégies de l'Union européenne et des États membres en matière de drogues et confirme ainsi l'importance du travail réalisé par l'OEDT. De plus, il appelle vivement les États membres, en coopération avec l'OEDT, à intensifier leurs efforts pour fournir des informations fiables et comparables sur les indicateurs épidémiologiques clés.

Le suivi de l'évaluation externe et les objectifs établis dans le plan d'action sont les principes fondamentaux qui sous-tendent le programme de travail 2001-2003 de l'OEDT.

Je passe à présent le relais de la présidence du conseil d'administration à Mike Trace, son membre britannique, après trois ans en tant que président et trois ans en tant que vice-président. Je souhaiterais exprimer mes sincères remerciements aux collègues du conseil d'administration et du bureau, au directeur et au personnel de l'Observatoire ainsi qu'à l'ensemble du personnel des points focaux nationaux et aux membres du comité scientifique qui m'ont soutenu au fil des ans. Ces trois dernières années, marquées par l'évaluation et la réforme interne, ont été exigeantes, et un très grand engagement a été nécessaire pour préparer l'OEDT à ses missions futures. Je suis convaincu que, sur la base du travail réalisé dans le contexte de la réforme, l'OEDT sera à même de relever ces défis et je lui souhaite beaucoup de succès.

**Franz J. Bindert**  
**Président du conseil d'administration de l'OEDT**  
**Janvier 2001**



# Introduction

---

L'activité en 2000 s'est axée sur l'achèvement du deuxième programme de travail triennal de l'OEDT (1998-2000). En parallèle, le personnel de l'OEDT a consacré des efforts considérables à dresser un bilan de l'évolution de l'Observatoire jusqu'à ce jour et à dessiner ses orientations futures. Les développements importants des politiques en matière de drogues au cours de cette année ont également eu une incidence directe sur les attributions et les activités de l'Agence.

Avant de poursuivre, je souhaiterais évoquer le souvenir de notre cher collègue, Roger Lewis, décédé tragiquement en avril et dont la perte soudaine a été vécue comme un choc pour nous tous. Roger avait rejoint l'OEDT le 1<sup>er</sup> juillet 1998 en tant que chef du département de coordination Reitox et était un membre très apprécié de notre équipe. C'est avec émotion que nous nous souviendrons de son humanité, son exubérance, sa générosité ainsi que de son style et de son humour. Les résultats de son travail remarquable visant à pourvoir le Reitox d'une base solide sont très manifestes aujourd'hui. Il reçut à titre posthume le prix *United Nations Vienna Civil Society Award* en décembre, en reconnaissance de sa contribution au domaine des drogues, et à la société civile en général.

Les résultats de l'évaluation externe de l'Agence, publiés en janvier 2000, comportaient des recommandations spécifiques pour améliorer l'organisation, les méthodes de travail et les produits de l'Observatoire. Le conseil d'administration de l'OEDT s'est réuni en mars 2000 et a décidé des mesures de suivi à adopter à la lumière de ces propositions. Parmi elles, la constitution de deux groupes de travail: l'un pour définir les perspectives et les objectifs à moyen terme de l'OEDT et du Reitox, l'autre pour réfléchir à une stratégie d'élargissement pour la participation future des pays candidats aux activités de l'Observatoire. D'autres actions immédiates à entreprendre comprenaient le développement d'un nouveau règlement intérieur pour le conseil d'administration et d'un nouveau cadre de travail pour le comité scientifique, la définition d'une stratégie pour améliorer le réseau Reitox et la conception d'un plan de réforme interne.

Élaboré à l'issue de nombreuses réflexions et discussions internes, le plan de réforme introduit des changements fondamentaux dans les méthodes de travail de l'Observatoire. Ces changements comprennent une planification par projets, une gestion et un budget par activités ainsi qu'une meilleure approche de la gestion de la qualité. Ce plan a été approuvé par le conseil d'administration en septembre et sera mis en œuvre en 2001.

En outre, l'Agence s'est vu attribuer de nouvelles responsabilités à la suite des évolutions de la politique de l'UE en matière de drogues. Le plan d'action antidrogue de l'UE, qui transpose la stratégie antidrogue de l'UE (2000-2004) en actions concrètes, a été approuvé au Conseil européen de Feira en juin. Maintenant que l'information et l'évaluation ont été reconnues dans le plan comme des facteurs clés de réussite, l'Agence est confrontée au défi de fournir aux décideurs poli-

tiques, d'une part, des instruments permettant de mesurer l'incidence de l'action sur le phénomène de la drogue et, d'autre part, de solides connaissances permettant d'élaborer au mieux les politiques en matière de drogues. Le plan ouvre également la voie à l'adoption et à la mise en œuvre harmonisée par les États membres de chacun des cinq indicateurs épidémiologiques clés de l'OEDT, lesquels permettront aux pays de mesurer l'étendue et les effets de la consommation de drogues d'une manière comparable.

Un effort considérable a été consenti au cours de cette année pour articuler tous les éléments susmentionnés en un projet de programme de travail triennal (2001-2003). Ce dernier reflète les nouvelles priorités du plan d'action et prend en compte la nouvelle structure et les nouvelles méthodes de travail de l'Agence. Le nouveau programme de travail s'articule autour de quatre aspects fondamentaux: le contrôle du phénomène de la drogue dans l'Union européenne; le contrôle des réponses face au phénomène de la drogue; la mise en œuvre de l'action commune de 1997 sur les nouvelles drogues synthétiques; la préparation d'instruments pour apprécier et évaluer les politiques.

Au cours de cette année, les groupes cibles de l'Agence ont été redéfinis — les décideurs politiques constituent désormais le principal public destinataire des travaux et des produits de l'OEDT. Cette dernière a élaboré une nouvelle stratégie de communication et de diffusion en conséquence, qui garantira la satisfaction de leurs besoins d'informations.

Le *Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne* de l'Agence représente dorénavant un instrument de référence reconnu dans le domaine des drogues. En 2000, un effort tout particulier a été fourni pour présenter un rapport plus concis, mieux adapté à son public cible. Le lancement, qui eut lieu à Bruxelles, au service du porte-parole de la Commission européenne, a connu un net succès. Un autre temps fort fut la présentation du rapport à la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen, avant son lancement officiel, complété par la présentation du plan de réforme et des perspectives à moyen terme de l'OEDT, lesquels ont reçu un accueil positif.

Comme toujours, le Reitox a joué un rôle fondamental dans le travail de l'Agence en 2000 grâce à l'exécution de plusieurs «tâches permanentes» et de projets spéciaux. Des progrès ont été réalisés concernant une méthode de discussion et d'échange d'informations entre l'Observatoire et le réseau ainsi que sur une participation accrue des points focaux Reitox dans la programmation du travail de l'OEDT en général. Le travail s'est axé sur les aspects qualitatifs des données et des rapports, et un système plus structuré a été mis en place, basé sur des critères communs et un mécanisme clair de *feed-back*.

Dans le contexte de l'action de suivi de l'évaluation externe, le conseil d'administration m'a demandé de mener une analyse de la situation du Reitox, à savoir les besoins du réseau, les améliorations requises et les futures actions à réaliser. Cette étude initiale a conclu à la nécessité d'une évaluation externe approfondie, ce qui a été admis en principe. Un comité de pilotage a été constitué pour préparer le mandat de cette évaluation et suivre la procédure.

Malgré les nouvelles tâches découlant de l'évaluation de l'Agence, le rythme du travail et de la remise des résultats dans le domaine de la drogue n'a pas ralenti.

Dans le domaine de l'épidémiologie, de réels progrès ont été réalisés dans la préparation du terrain pour mettre en œuvre, dans les États membres, les cinq indica-



teurs épidémiologiques clés comparables en testant les projets de lignes directrices et d'instruments. Une réunion, organisée à Lisbonne, entre les principaux acteurs de la lutte internationale contre la drogue a fait progresser le travail d'identification d'un ensemble d'indicateurs épidémiologiques harmonisés au niveau international par l'élaboration du «Document consensuel de Lisbonne».

L'année 2000 a été le témoin de grandes avancées dans le domaine de la recherche qualitative, pour laquelle, dans de nombreux pays, il n'existe encore aucune tradition appliquée aux drogues. En juillet, l'Observatoire a publié une monographie scientifique sur ce sujet: «Comprendre et agir face à l'usage de drogues: le rôle de la recherche qualitative».

Dans le domaine des nouvelles drogues synthétiques, la souplesse et l'efficacité du système d'alerte rapide et la coopération étroite entre l'OEDT et Europol ont fait leurs preuves en juillet lorsque l'alerte a été lancée via des réseaux nationaux dans les États membres face à l'apparition de tablettes d'ecstasy contenant de très fortes doses de MDMA. Cette année encore, le travail d'évaluation des risques de l'Observatoire est demeuré l'une des priorités de l'ordre du jour politique avec deux nouvelles substances, la kétamine et le GHB, pour lesquelles une demande officielle d'évaluation a été transmise à l'Agence et à Europol par la présidence portugaise du Conseil en avril (conformément à l'action commune de 1997 sur les nouvelles drogues synthétiques).

En ce qui concerne la réduction de la demande, l'accent sur l'évaluation a été maintenu avec la réalisation de nouvelles études en matière de traitement, de travail de rue et de test de drogues synthétiques sur le terrain. Des séances de formation sur l'évaluation des programmes de prévention des toxicomanies ont été organisées en coopération avec les États membres. L'Agence véhicule le message que le seul moyen d'assurer que les fonds alloués à la lutte contre la drogue sont utilisés à bon escient est d'évaluer systématiquement ce type de programmes.

À l'extérieur de l'OEDT, la coopération s'est poursuivie avec les six partenaires internationaux prioritaires de l'Agence en 2000. J'ai eu le grand plaisir de signer un mémorandum de coopération en mars avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) par le biais d'un échange de lettres avec M. Marc Danzon, directeur du bureau régional de l'OMS pour l'Europe. Des négociations sont actuellement en cours avec l'OMS sur des projets communs tels que des programmes relatifs à l'abus de drogue dans les prisons. En juillet, j'ai été en mesure de signer un mémorandum de coopération avec la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des États américains (CICAD-OEA). Des contacts ont également été pris avec nos autres partenaires prioritaires — Europol, Interpol et l'Organisation mondiale des douanes — en vue de la conclusion de mémorandums de coopération avec eux.

Des progrès importants ont également été accomplis dans le domaine de la coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Dans le contexte du suivi de l'évaluation de l'OEDT, une stratégie d'élargissement a été élaborée et adoptée par le conseil d'administration en septembre. La phase de préparation comprend un projet d'assistance technique Phare-OEDT, établi en vue de préparer les PECO candidats à l'adhésion à participer aux activités de l'Agence. Approuvé en décembre par la Commission, le projet devrait commencer en février 2001.

À la fin du mois de septembre, le Conseil de l'UE a approuvé l'accord sur la participation de la Norvège aux activités de l'OEDT, ouvrant ainsi la porte à son intégration aux activités de l'Agence et à une fructueuse coopération avec ce pays.

---

L'Agence est à l'aube d'une ère nouvelle — un nouveau président, un nouveau bureau, un nouveau programme de travail triennal à mettre en œuvre et une nouvelle structure organisationnelle à faire fonctionner. Dans ce contexte, je souhaiterais remercier Franz J. Bindert, le président sortant de notre conseil d'administration, pour son attachement envers l'Agence au cours des trois dernières années et pour l'inspiration et le soutien qu'il nous a apportés.

Bien que l'année 2000 ait été une année exigeante pour l'Agence et son personnel, des progrès considérables ont été réalisés, et nous pouvons désormais espérer un avenir porteur dans un contexte organisationnel rénové au sein duquel nous pourrions mener à bien toutes nos activités. Je saisis cette occasion pour remercier toutes les personnes qui ont contribué aux importants résultats accomplis.

**Georges Estievenart**  
**Directeur exécutif de l'OEDT**  
**Janvier 2001**

# Programme de travail 1998-2000 de l'OEDT

**Domaines prioritaires tels que mentionnés à l'annexe du règlement fondateur (CEE) n° 302/93 de l'OEDT**

**Domaine prioritaire n° 1 —  
Demande et réduction de la  
demande de drogues**

*Consolidation et amélioration  
des résultats*

**Domaine prioritaire n° 2 —  
Stratégies et politiques  
nationales et communautaires**  
(en particulier: politiques, plans  
d'action, législations, activités et  
accords internationaux, bilatéraux  
et communautaires)

*Développement des résultats*

**Tâches telles que mentionnées  
à l'article 2 du règlement  
fondateur de l'OEDT**

**A. Collecte et analyse des données  
existantes**

**B. Amélioration de la méthodologie  
de comparaison des données**

**C. Diffusion des données**

**D. Coopération avec des  
organismes et organisations  
européens et internationaux  
ainsi qu'avec des pays tiers**

**A. Collecte et analyse des données  
existantes**

**Objectifs prioritaires tels que mentionnés  
dans le programme de travail 1998-2000  
de l'OEDT**

**Objectif prioritaire n° 1**

**Consolidation et amélioration des systèmes  
d'information de l'Observatoire en matière  
d'épidémiologie et de réduction de la demande,  
sur la base d'ensembles approuvés de données clés**

- a) Tendances et modèles actuels: contrôle des drogues illicites traditionnelles
- b) Nouvelles tendances: mise sur pied et développement d'un mécanisme d'échange d'informations, d'évaluation des risques et de contrôle des nouvelles drogues synthétiques

**Objectif prioritaire n° 2**

**Consolidation et amélioration du réseau Reitox  
conformément aux décisions prises par le conseil  
d'administration de l'OEDT**

**Objectif prioritaire n° 3**

**Amélioration et développement de méthodes, de  
systèmes de données et d'indicateurs clés fiables  
et comparables**

**Objectif prioritaire n° 4**

**Amélioration de la qualité du *Rapport annuel sur  
l'état du phénomène de la drogue dans l'Union  
européenne*, de la visibilité du travail de l'OEDT  
et du réseau Reitox, ainsi que de la diffusion des  
informations collectées et produites par l'OEDT**

**Objectif prioritaire n° 5**

**Développement d'une coopération structurée avec  
les partenaires internationaux de l'OEDT, de  
synergies et d'une complémentarité avec les  
programmes et les activités de l'UE, en évitant  
les doubles emplois**

**Objectif prioritaire n° 6**

**Développement d'outils et de méthodologies de  
comparaison des interventions, des législations,  
des stratégies et des politiques dans l'UE (y  
compris l'évaluation du rapport coût/efficacité)**



# Chapitre 1

## Épidémiologie

---

**En 2000, le travail de l'OEDT dans le domaine de l'épidémiologie a été principalement de préparer le terrain pour mettre en place, dans les États membres, cinq indicateurs épidémiologiques clés comparables de la prévalence de l'usage de drogues et des conséquences néfastes de celle-ci sur la santé, et de poursuivre la collecte, l'analyse et la synthèse de données relatives aux drogues et à l'usage de drogues, à ses conséquences et corrélats. Ces activités étaient essentiellement liées aux objectifs prioritaires n<sup>os</sup> 1, 2 et 3 du programme de travail 1998-2000.**

**Les principales tâches comprenaient: produire et tester des projets d'instruments et de lignes directrices recommandés pour améliorer la comparabilité de données clés sur les cinq indicateurs clés; synthétiser des informations épidémiologiques pour le Rapport annuel de l'Observatoire; gérer des projets ou des réseaux liés aux indicateurs clés ou à des thèmes complémentaires (tels que les nouvelles tendances, la modélisation de l'incidence et de la propagation de l'usage de drogues, l'analyse sociologique et économique des marchés des drogues, l'état de la situation sur l'exclusion sociale, les minorités et les drogues). Parmi les résultats: la publication d'une monographie scientifique sur la recherche qualitative, des tableaux statistiques complémentaires composés de données épidémiologiques clés et disponibles en ligne, et un site *web* mis à jour sur la recherche qualitative (site QED).**

## **Aperçu de la corrélation entre les activités décrites dans ce chapitre et les objectifs prioritaires du programme de travail 1998-2000**

---

### **Objectif prioritaire n° 1**

Consolidation et amélioration des systèmes d'information de l'Observatoire en matière d'épidémiologie et de réduction de la demande, sur la base d'ensembles approuvés de données clés

a) Tendances et modèles actuels: contrôle des drogues illicites traditionnelles

#### **Systèmes d'informations épidémiologiques**

### **Objectif prioritaire n° 2**

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

#### **Projets de soutien Reitox**

### **Objectif prioritaire n° 3**

Amélioration et développement de méthodes, de systèmes de données et d'indicateurs clés fiables et comparables

#### **Indicateurs épidémiologiques clés**

### **Objectif prioritaire n° 5**

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et activités de l'UE, en évitant les doubles emplois

#### **Coopération dans le domaine de l'épidémiologie**

## **Systèmes d'informations épidémiologiques**

---

En 2000, le travail de l'OEDT dans ce domaine englobait la collecte et la synthèse de données épidémiologiques pour son Rapport annuel 2000; la conception de tableaux statistiques complémentaires reprenant des données épidémiologiques clés et destinés à être publiés en ligne; la consolidation de réseaux de chercheurs pour améliorer la collecte, l'analyse et l'échange d'informations qualitatives et quantitatives; la réalisation de projets visant à améliorer la pertinence des politiques grâce à l'analyse des données.

### **Collecte et analyse de données pour les décideurs**

#### **Collecte et analyse de données pour le Rapport annuel 2000 de l'OEDT**

La principale tâche consistait à synthétiser des informations épidémiologiques provenant des points focaux nationaux (PFN) Reitox et d'autres sources concernant: l'étendue, les caractéristiques et les tendances de la consommation de drogues; les

principales conséquences de celle-ci sur la société et la santé et corrélats; enfin, les marchés des drogues illicites et la disponibilité des drogues. Une section du Rapport a été consacrée au thème particulier des consommatrices de drogues et de leurs enfants, et des tableaux statistiques complémentaires composés de données épidémiologiques clés pour les quinze États membres ont été publiés sur le site *web* de l'OEDT au moment du lancement du Rapport annuel 2000.

### **Nouvelles tendances en matière de consommation de drogues et recherche qualitative sur les modèles d'usage de drogues**

Le travail effectué sur les nouvelles tendances visait une approche plus pratique et plus ciblée de la collecte et de l'analyse d'informations. Une étude de faisabilité a été réalisée sur l'utilisation des médias des jeunes en tant que source d'informations et impliquait le test d'un prototype dénommé «Emerging Trends Bulletin» («Bulletin des nouvelles tendances») pour collecter, diffuser et confirmer des informations récentes, dans ce cas sur la cocaïne et le crack (thème spécial du Rapport annuel 2001). Cette étude, qui concernait la France, l'Italie et le Royaume-Uni, comprenait, notamment, le renforcement des liens avec des réseaux existants — services d'accueil téléphonique (Fondation européenne des services d'accueil téléphonique «drogues»), toxicologues, travailleurs sociaux de rue —, l'analyse de données issues d'enquêtes réalisées dans des établissements scolaires et une réunion de quelques experts pour examiner certaines tendances et la valeur potentielle dudit Bulletin.

Le travail de l'OEDT en matière de recherche qualitative a été renforcé en 2000 avec la mise à jour du site QED (<http://www.qed.org.uk>) (bibliographie, aperçus et inventaires de recherche) et l'animation continue d'un réseau de chercheurs dans ce domaine. La monographie scientifique n° 4 de l'OEDT «Understanding and responding to drug use: the role of qualitative research» («Comprendre et agir face à l'usage de drogues: le rôle de la recherche qualitative») a été publiée en juillet. Une publication de la série *Insights* sur les comportements à risque et la santé a été préparée et sera publiée en 2001.

Dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques, des données sociales et épidémiologiques ont été rassemblées et analysées pour évaluer les risques du GHB et de la kétamine.

### **Modélisation dynamique de l'usage de drogues, sa propagation, ses conséquences et ses coûts**

Une étude a été réalisée sur l'incidence de l'usage problématique de drogues et sur sa période de latence avant le traitement. Un financement du programme de recherche socio-économique finalisée (RSEF) de la Commission européenne a permis à l'Observatoire de renforcer son travail avec des réseaux de recherche de modélisateurs sur: la méthodologie de prévalence et d'incidence; la diffusion géographique et temporelle de la consommation de drogues; la modélisation économique, les coûts sociaux, le rapport coût/efficacité et les marchés des drogues (voir également ci-après). Quatre réunions ont été organisées durant cette année. Des rapports intermédiaires sont disponibles et une synthèse des résultats sera effectuée en 2001. La monographie scientifique n° 6 de l'OEDT «Modelling drug use: methods to quantify and understand hidden processes» («Modéliser l'usage de drogues: méthodes pour quantifier et comprendre les processus cachés») a été finalisée et sera publiée au début de l'année 2001.

## **Drogues et exclusion sociale, en particulier parmi les minorités**

Un projet, axé sur les minorités, a été mené pour dresser un relevé des informations disponibles sur l'exclusion sociale et les drogues. Deux réunions d'experts se sont tenues, dont l'une financée par la direction générale de la recherche de la Commission européenne. Les résultats devraient être publiés en 2001.

## **Disponibilité et marchés des drogues**

Deux projets pilotes ont été réalisés en 2000, l'un décrit les caractéristiques des marchés locaux des drogues, l'autre est une analyse macroéconomique des marchés européens d'héroïne et de l'incidence éventuelle des traitements de substitution. Deux petites réunions d'experts ont été organisées, l'une pour débattre d'indicateurs potentiels que l'Observatoire pourrait élaborer, relatifs aux marchés des drogues et à la disponibilité de celles-ci, l'autre (avec le financement du RSEF) pour examiner la conception de modèles économiques et autres modèles des marchés des drogues.

## **Statistiques de répression en tant qu'indicateurs épidémiologiques**

Une carte d'information révisée a été élaborée pour permettre aux PFN d'identifier les sources d'information et le flux de données pour les indicateurs relatifs aux systèmes répressif et judiciaire. L'analyse sera disponible en 2001 et devrait aider l'OEDT à améliorer la collecte et l'analyse de données existantes. Des informations sur les consommateurs de drogues en milieu carcéral ont été rassemblées et analysées.

## **Flux de drogues et consommation totale de drogues**

L'Observatoire a contribué à une étude réalisée par le groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) visant à estimer le blanchiment d'argent lié aux drogues, en fournissant des informations communautaires disponibles sur la prévalence et la consommation de drogues. Il a également coopéré avec le point focal national britannique à la réalisation d'une étude de faisabilité sur les flux d'héroïne et de cocaïne dans l'UE en fournissant des méthodologies et des estimations provisoires de la consommation totale.

## **Questions de protection des données et données épidémiologiques**

Une petite étude a été mise sur pied pour examiner les problèmes relatifs à la protection des données et à la collecte de données épidémiologiques. Les résultats sont attendus pour l'été 2001.

## **Projets de soutien Reitox**

---

Le travail avec le réseau Reitox comprenait: le renforcement de la participation des PFN à la préparation de la mise en œuvre des cinq indicateurs clés; l'amélioration des critères d'évaluation et de la procédure de *feed-back* aux PFN concernant les rapports nationaux <sup>(1)</sup>; l'identification de sources d'informations pour les indicateurs des systèmes répressif et judiciaire; le développement de la collecte de données sur les nouvelles tendances.

---

<sup>(1)</sup> Les rapports nationaux rédigés par les points focaux nationaux (l'une des tâches permanentes du Reitox) décrivent la situation du phénomène de la drogue dans un État membre de l'UE et fournissent des données clés pour le Rapport annuel de l'OEDT ainsi que d'autres analyses.



## Mise en œuvre des cinq indicateurs épidémiologiques clés

### Projets d'instruments et de lignes directrices recommandés

À la fin de 2000, l'OEDT a présenté ses projets d'instruments et de lignes directrices recommandés pour les cinq indicateurs clés qui devront être mis en œuvre par les États membres. Ces instruments et lignes directrices ont été examinés par le comité scientifique et devraient être étudiés par le conseil d'administration en janvier 2001. Un rapport a également été présenté au groupe horizontal «Drogues» (GHD) du Conseil, comme l'exigeait le plan d'action antidrogue de l'UE (2000-2004).

### Coordination, contrôle et groupes d'experts de l'Union européenne

L'OEDT a continué à coordonner et à contrôler les efforts des États membres visant à établir une collecte et une présentation comparables des données épidémiologiques clés. Ce travail a notamment consisté à: constituer, pour chaque indicateur, des groupes d'experts au niveau européen, auxquels participent tous les PFN ou leurs experts désignés; établir des rapports intermédiaires émanant des PFN et des discussions bilatérales sur des thèmes spécifiques; informer régulièrement le conseil d'administration de la situation. Les points focaux nationaux allemand et néerlandais ont participé à la coordination et au travail technique pour trois indicateurs (estimations de la prévalence, demande de traitement et décès liés à la drogue).

### Rapports des PFN

Les lignes directrices pour les rapports nationaux Reitox 2000 et pour les tableaux statistiques ont été modifiées et communiquées aux PFN pour leur contribution au Rapport annuel 2001 de l'Observatoire. Des critères d'évaluation pour les rapports nationaux ont été définis et débattus avec les PFN et le comité scientifique, et la procédure de *feed-back* aux PFN s'est améliorée. La carte d'information révisée sur les sources pour les indicateurs des systèmes répressif et judiciaire a également été distribuée aux PFN.

Les efforts se sont poursuivis pour développer et améliorer la collecte et la présentation de données sur les nouvelles tendances par les PFN, avec une attention particulière à la cocaïne et au crack (voir ci-dessus, en particulier le projet pilote «Bulletin des nouvelles tendances»).

## Indicateurs épidémiologiques clés

En 2000, l'OEDT s'est essentiellement attelé à effectuer des tests sur le terrain et à parachever les projets de lignes directrices et d'instruments techniques pour les cinq indicateurs épidémiologiques clés, à contrôler les préparations pour leur mise en œuvre par les États membres et à commencer à analyser des instruments appropriés pour la collecte, le stockage, l'analyse et la diffusion des données.

### Consommation de drogues en population générale

Un manuel européen sur les enquêtes en population générale sur la consommation de drogues, qui contient notamment des éléments d'un questionnaire de base et des lignes directrices méthodologiques, a été achevé et sera publié en 2001. Les efforts se sont poursuivis pour développer une banque de données communautaire comme instrument de collecte, de stockage et d'analyse de données clés sous un format comparable à partir d'enquêtes nationales en population générale, et pour

établir la base nécessaire à des analyses comparatives approfondies de ces données (contractant: Quinx Research, Pays-Bas).

## **Estimations de la prévalence de l'usage problématique de drogues**

Des projets de lignes directrices pour les estimations de la prévalence aux niveaux local et national avaient déjà été dressés en 1999. Ce travail s'est poursuivi avec le groupe d'experts de l'UE et le point focal national allemand afin de tester des méthodes et de mettre à jour des estimations nationales de l'usage problématique de drogues dans les États membres. Une étude de faisabilité a été menée sur la mise en œuvre d'études longitudinales sur l'évolution des modèles de consommation, des risques sanitaires, des carrières et des besoins des jeunes usagers de drogues à problèmes. Elle a donné lieu à un questionnaire de base commun fondé sur des études européennes existantes. Le réseau de recherche RSEF sur l'estimation de la prévalence aux niveaux local et national a poursuivi le développement de nouvelles méthodes (voir ci-dessus).

## **Demande de traitement par les usagers de drogues**

Avec l'aide du point focal national allemand et du groupe d'experts de l'UE, le protocole standard 2.1 OEDT-groupe Pompidou sur l'indicateur de la demande de traitement a été finalisé et testé sur le terrain avec la collecte et l'analyse de données provenant de douze États membres. Une analyse plus approfondie de certains aspects a été envisagée, et de nouvelles mesures ont été prises en vue de sa mise en œuvre.

## **Décès liés à la drogue et mortalité parmi les usagers de drogues**

### **Décès directement liés à la drogue**

Les projets de lignes directrices pour signaler les décès directement liés à la drogue à partir de registres généraux de mortalité et de registres spéciaux (par exemple médico-légaux) en utilisant la neuvième édition de la classification internationale des maladies (CIM-9) ont été finalisés et testés sur le terrain avec l'aide du groupe d'experts de l'UE et du point focal national néerlandais. Une analyse plus détaillée a été menée sur l'incidence des critères utilisés dans les différents États membres. Des lignes directrices pour la CIM-10 ont été débattues, et la coopération avec Eurostat s'est poursuivie.

### **Mortalité et causes de décès parmi les cohortes d'usagers de drogues**

La coordination d'études de cohortes dans différents pays s'est poursuivie, y compris la mise en œuvre de nouvelles études, le suivi et l'analyse de cohortes existantes et l'élaboration de propositions pour étendre les méthodes et les conclusions afin de couvrir des populations plus larges et d'inclure les admissions dans les hôpitaux et les décès (contractant: Osservatorio epidemiologico, Regione Lazio, Italie).

## **Maladies infectieuses parmi les usagers de drogues par voie intraveineuse (UDVI)**

De meilleures lignes directrices destinées à établir des rapports sur les taux de prévalence du VIH et des hépatites B et C parmi les usagers de drogues par voie intraveineuse, à partir d'une liste définie de sources, ont été rédigées et testées avec l'aide du groupe d'experts de l'UE (contractant: Scottish Centre for Infection and Environmental Health, Royaume-Uni). Une proposition a été élaborée pour contrôler l'hépatite C au moyen d'enquêtes au niveau de la Communauté. La coopération s'est poursuivie avec EuroHIV (ancien centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida).

## Coopération dans le domaine de l'épidémiologie

### Collaboration avec des partenaires européens et internationaux

Dans le domaine de l'épidémiologie, la coopération a été encouragée tout au long de l'année 2000 avec plusieurs partenaires, notamment: les services de la Commission européenne (Eurostat, la direction générale de la recherche), Europol, le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid), le groupe Pompidou du Conseil de l'Europe, EuroHIV, l'Onusida, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), le groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), le *Global Research Network on HIV Prevention in Drug Using Populations* (réseau de recherche globale sur la prévention du VIH dans les populations consommatrices de drogues) et l'*US National Institute on Drug Abuse* (NIDA) (l'Institut américain sur l'abus des drogues).

### Études et rapports, 2000 Épidémiologie

#### Indicateur des enquêtes en population générale

- Création d'une banque de données communautaire sur les enquêtes en population générale portant sur la consommation de drogues et analyse commune des données collectées (Quinx Research), novembre 2000.
- Publication scientifique d'un manuel européen reprenant les instruments et les lignes directrices standard de l'OEDT pour estimer la consommation de drogues parmi la population générale (Quinx Research), novembre 2000.
- Mise en œuvre technique et mise à jour de la banque de données communautaire sur les enquêtes en population nationale portant sur la consommation de drogues et analyse commune des données collectées (Quinx Research), publication prévue en 2001.

#### Indicateur des estimations de prévalence

- Projet pour commencer à mettre en œuvre des méthodes pour estimer la prévalence nationale de la consommation problématique de drogues dans les États membres de l'UE (Institut für Therapieforschung), mars 2000.
- Poursuite de la mise en œuvre de méthodes pour estimer la prévalence nationale de la consommation problématique de drogues dans les États membres de l'UE (Institut für Therapieforschung), publication prévue en 2001.

#### Indicateur de la demande de traitement

- Coordination de la mise en œuvre du protocole standard OEDT/groupe Pompidou sur l'indicateur de la demande de traitement (IDT) dans les États membres de l'UE ainsi que collecte et analyse d'informations relatives à la demande de traitement (Institut für Therapieforschung), novembre 2000.
- Coordination d'une nouvelle phase pour mettre en œuvre l'indicateur épidémiologique clé de la demande de traitement dans les États membres de l'UE (Institut für Therapieforschung), publication prévue en 2001.

### Indicateur des décès liés à la drogue

- Coordination de la mise en œuvre des lignes directrices de l'OEDT sur l'indicateur des décès liés à la drogue dans les États membres de l'UE ainsi que collecte et analyse d'informations sur les décès liés à la drogue (Trimbos-instituut), novembre 2000.
- Poursuite du développement de lignes directrices standard de l'OEDT concernant les décès liés à la drogue et coordination de leur mise en œuvre par les États membres (Trimbos-instituut), publication prévue en 2001.

### Indicateur de mortalité (études de cohortes)

- Mortalité des usagers de drogues dans l'Union européenne: coordination de la réalisation de nouvelles études de cohortes, suivi et analyse de cohortes existantes et développement de nouvelles méthodes et conclusions (Agenzia di Sanità pubblica, Regione Lazio), novembre 2000.
- Mortalité des usagers de drogues dans l'Union européenne: coordination de la réalisation de nouvelles études de cohortes, suivi et analyse de cohortes existantes et développement de nouvelles méthodes et conclusions (Agenzia di Sanità pubblica, Regione Lazio), publication prévue en 2001.

### Indicateur des maladies infectieuses

- Projet destiné à améliorer la collecte de données sur l'indicateur clé relatif à l'hépatite B/C et au VIH chez les usagers de drogues par voie intraveineuse (Scottish Centre for Infection and Environmental Health), novembre 2000.
- Poursuite du projet visant à améliorer la collecte de données sur l'indicateur clé relatif à l'hépatite B/C et au VIH chez les usagers de drogues par voie intraveineuse (Scottish Centre for Infection and Environmental Health), publication prévue en 2001.

### Modélisation statistique et dynamique

- Étude sur l'incidence de la consommation problématique de drogues et sur la période de latence avant le traitement dans l'Union européenne (université de Rome Tor Vergata), novembre 2000.
- Analyse macroéconomique des marchés de l'héroïne dans l'UE et de l'incidence des traitements de substitution (Modus Vivendi), décembre 2000.
- Réseau RSEF de modélisation de la consommation de drogues: 3<sup>e</sup> rapport intermédiaire, juin 2000; 4<sup>e</sup> rapport intermédiaire, décembre 2000 (OEDT, Institut für Therapieforschung, université de Glasgow, université de Keele, université de Rome Tor Vergata, RIVM, université de York).

### Recherche qualitative

- Maintenance, mise à jour et développement du site *web* et du réseau européens pour la recherche qualitative (<http://www.qed.org.uk>) (Jane Fountain), novembre 2000.
- Prolongation du précédent contrat pour la maintenance, la mise à jour, le développement et la migration du site *web* et du réseau européens pour la recherche qualitative vers l'OEDT (<http://www.qed.org.uk>) (Jane Fountain); arrive à terme en juin 2001.
- Étude de faisabilité sur le contrôle des médias des jeunes en tant que source d'informations pour détecter, suivre et comprendre les nouvelles tendances (Gruppo Abele), novembre 2000.

### **Nouvelles tendances**

- Étude de faisabilité sur la réalisation d'études longitudinales sur l'évolution des modèles de consommation, des risques sanitaires, des carrières et des besoins des jeunes usagers de drogues à problèmes (Trimbos-instituut), novembre 2000.

### **Autres projets**

- Projet destiné à relever les informations disponibles sur l'exclusion sociale et les drogues, en particulier parmi les minorités, dans les quinze États membres de l'Union européenne (DrugScope), décembre 2000.
- Projet pilote pour décrire et analyser des marchés locaux de drogues (Max-Planck-Institut), novembre 2000.
- Étude sur les implications de la législation relative à la protection des données pour les systèmes d'informations épidémiologiques en matière de drogues (DrugScope); publication prévue en octobre 2001.

## Principales réunions organisées par l'OEDT, 2000

### Épidémiologie

Date	Lieu	Événement
20-21 janvier	OEDT	Épidémiologie de la demande de drogues: réunion de consultation globale sur l'élaboration d'un partenariat et d'un consensus avec le Pnucid
3-5 février	Munich	Réunion d'experts: indicateur clé des estimations de la prévalence nationale de la consommation problématique de drogues (RSEF-OEDT-Institut für Therapieforschung) Réunion d'experts: modélisation dynamique des tendances temporelles et de l'incidence (RSEF-OEDT-université de Rome Tor Vergata)
25-26 février	Bruxelles	1 <sup>re</sup> réunion de projet: état de la situation sur les informations disponibles sur les drogues et l'exclusion sociale, particulièrement chez les minorités
6-7 avril	Turin	1 <sup>re</sup> réunion de projet: étude de faisabilité sur le contrôle des médias des jeunes en tant que nouvelles sources d'informations pour détecter, suivre et comprendre les nouvelles tendances en matière de drogues
11 avril	Jersey	1 <sup>re</sup> réunion de projet: études de cohortes de jeunes usagers de drogues à problèmes (OEDT - Trimbos-instituut)
13 avril	Jersey	Réunion d'experts: propagation géographique et systèmes d'informations géographiques, diffusion de l'usage problématique de drogues (RSEF-OEDT-université de Keele)
27-28 avril	Barcelone	Réunion d'experts: prévalence de la consommation problématique de drogues au niveau local (RSEF-OEDT-CDMR)
7-11 mai	Rome	Réunion de projet: tendances temporelles et incidence Réunion de travail sur les publications scientifiques relatives à l'estimation de l'incidence et de la période de latence (OEDT-université de Rome Tor Vergata)
11-12 mai	Amsterdam	Réunion d'experts pour élaborer des propositions en vue d'une analyse commune fondée sur la base de données communautaire relative aux enquêtes en population générale
15-16 juin	OEDT	2 <sup>e</sup> réunion d'experts: études de cohortes de jeunes usagers de drogues à problèmes (OEDT - Trimbos-instituut)

22-23 juin	OEDT	Réunion annuelle du groupe d'experts de l'UE sur l'indicateur clé des maladies infectieuses liées à la drogue (hépatite B/C et VIH)
22-23 juin	Rome	Discussion d'une proposition à soumettre à la Commission européenne (DG Recherche) pour poursuivre et améliorer les études de cohortes sur la mortalité de toxicomanes en traitement
23 juin	Bruxelles	Réunion de projet: analyse macroéconomique des marchés de l'héroïne dans l'UE et incidence des traitements de substitution
29-30 juin	OEDT	Réunion annuelle du groupe d'experts de l'UE sur l'indicateur clé de la demande de traitement par les usagers de drogues
8-9 septembre	Turin	2 <sup>e</sup> réunion de projet: étude de faisabilité sur le contrôle des médias des jeunes en tant que nouvelles sources d'informations pour détecter, suivre et comprendre les nouvelles tendances en matière de drogues
15 septembre	Bruxelles	Réunion de projet: analyse macroéconomique des marchés de l'héroïne dans l'UE et incidence des traitements de substitution
28-29 septembre	OEDT	2 <sup>e</sup> réunion de projet: état de la situation sur les informations disponibles sur les drogues et l'exclusion sociale, particulièrement chez les minorités
29-30 septembre	Munich	Réunion du groupe de pilotage européen sur la poursuite de la procédure de mise en œuvre de l'indicateur de la demande de traitement
16-17 octobre	OEDT	2 <sup>e</sup> réunion du groupe d'experts de l'UE sur l'indicateur clé des maladies infectieuses liées à la drogue (hépatite B/C et VIH)
23-24 octobre	OEDT	Réunion d'experts: marchés des drogues et modélisation (OEDT-RSEF-université de York)
13 novembre	Amsterdam	Réunion avec RIVM: maladies infectieuses liées à la drogue
23-24 novembre	OEDT	Réunion annuelle du groupe d'experts de l'UE sur l'indicateur clé des décès liés à la drogue
28 novembre	OEDT	Réunion d'experts: disponibilité et marchés des drogues
4-5 décembre	OEDT	Réunion d'experts: nouvelles tendances et recherche qualitative

## Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT, 2000

### Épidémiologie

Date	Lieu	Événement
23-24 février	Grenade	Conférence internationale sur l'héroïne et les nouvelles tendances en agonistes opioïdes, Escuela andaluza de salud pública
23-24 février	Paris	Atelier technique du GAFI sur l'estimation des recettes issues du trafic de drogues
7 avril	Londres	Conférence sur la réduction des risques liés à l'alcool et à la drogue: établir des liens entre la politique de recherche et les pratiques, organisée par le Centre for Research on Drugs and Health Behaviour
9-12 avril	Jersey	11 <sup>e</sup> conférence internationale sur la réduction des risques liés à la drogue
14-15 avril	Rotterdam	Conférence sur les maladies sexuellement transmissibles dans une Europe en évolution
27-29 avril	Barcelone	Conférence de consensus sur la réduction des risques liés à la drogue: coopération et interdisciplinarité
10-12 mai	Lisbonne	1 <sup>re</sup> conférence sur la qualité et le partage des meilleures pratiques entre administrations publiques de l'UE, organisée par la présidence portugaise de l'UE
18 mai	La Haye	Réunion du groupe de réflexion sur la standardisation des statistiques de répression en matière de drogues, Europol
22-23 mai	Strasbourg	30 <sup>e</sup> réunion d'experts en épidémiologie des problèmes de drogue, groupe Pompidou
22-24 mai	Vienne	Réunion d'experts sur la politique dynamique en matière de drogues: comprendre et contrôler les épidémies de drogues, université technique de Vienne-Pnucid
24 mai	Strasbourg	Réunion du réseau méditerranéen, groupe Pompidou
31 mai-3 juin	Banff, Canada	3 <sup>e</sup> symposium international sur les coûts économiques et sociaux de l'abus des substances, organisé par le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies
5-7 juillet	Durban, Afrique du Sud	3 <sup>e</sup> réunion annuelle du réseau de recherche globale sur la prévention du VIH dans les populations consommatrices de drogues, organisée par NIDA, OMS



9-14 juillet	Durban	13 <sup>e</sup> conférence internationale sur le sida
24-25 juillet	Londres	Réunion sur la révision du questionnaire du rapport annuel, partie II, Pnucid et CICAD
21-23 septembre	Dublin	11 <sup>e</sup> conférence annuelle de l'European Society for Social Drug Research
10-11 octobre	Bruxelles	Groupe horizontal «Drogues» et lancement du Rapport annuel de l'OEDT
13 octobre	Londres	Réunion sur les drogues récréatives, London Toxicology Group
18 octobre	Münster	Séminaire « <i>Rauschgiftkriminalität</i> », organisé par Polizei-Führungsakademie
10-11 novembre	Amsterdam	4 <sup>e</sup> conférence internationale sur l'hépatite C, organisée par Mainliners, et parrainée par l'OEDT

### Articles publiés, 2000

#### Épidémiologie

Hartnoll, R., Lettre à l'éditeur intitulée «The Swiss heroin trial: scientifically sound?», *Journal of Substance Abuse Treatment*, 2000, 19(3), p. 210-211.

Griffiths, P., Vingoe, L., Hunt, N., Mounteney, J., Hartnoll, R., «Drug information systems, early warning, and new drug trends: can drug monitoring systems become more sensitive to emerging trends in drug consumption?», *Substance Use & Misuse*, 2000, 35(6-8), p. 811-844.

Wiessing, L., «Prevention of HIV, HBV, and HCV in injection drug users in the European Union», réunion du réseau de recherche globale sur la prévention du VIH dans les populations consommatrices de drogues, 26-28 août 1999, Atlanta (États-Unis), rapport de la deuxième réunion annuelle, 2000, p. 35-38.



# Chapitre 2

## Réduction de la demande

---

**En 2000, le travail de l'OEDT dans le domaine de la réduction de la demande de drogues correspondait principalement aux objectifs prioritaires n<sup>os</sup> 1, 2, 3 et 5 du programme de travail 1998-2000. Les conséquences de l'introduction du plan d'action antidrogue de l'Union européenne (2000-2004) sur le travail de l'OEDT ont également été analysées.**

**Les bases de données de l'OEDT sur les activités de réduction de la demande ont été davantage développées, tant sur le plan du contenu que sur le plan technique. L'évaluation est demeurée une priorité avec la réalisation de nouvelles études dans le domaine du traitement, du travail de rue et du test de drogues synthétiques sur le terrain. Des séances de formation en évaluation ont été organisées en coopération avec les États membres. Une étude sur l'aide aux usagers de drogues en milieu carcéral a été achevée, et une étude préliminaire sur les rôles, structures et coopération dans le domaine de la réduction de la demande («Roles, structures and cooperation in the field of demand reduction») a été finalisée, préparant ainsi le terrain pour une étude couvrant l'ensemble des pays de l'UE.**

**Enfin, grâce à la participation aux réunions régionales, nationales et européennes, l'Observatoire est parvenu à augmenter l'impact de ses activités de réduction de la demande, qui sont de plus en plus reconnues par les décideurs politiques et les professionnels du secteur.**

## **Aperçu de la corrélation entre les activités décrites dans ce chapitre et les objectifs prioritaires du programme de travail 1998-2000**

---

### **Objectif prioritaire n° 1**

Consolidation et amélioration des systèmes d'information de l'Observatoire en matière d'épidémiologie et de réduction de la demande, sur la base d'ensembles approuvés de données clés

- a) Tendances et modèles actuels: contrôle des drogues illicites traditionnelles

**Échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues (base de données EDDRA)**

**Rôles, structures et coopération des services de réduction de la demande de drogues**

**Aide aux usagers de drogues en milieu carcéral**

- b) Nouvelles tendances: mise sur pied et développement d'un mécanisme d'échange d'informations, d'évaluation des risques et de contrôle des nouvelles drogues synthétiques

**Tests de comprimés sur le terrain**

### **Objectif prioritaire n° 2**

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

**Évaluation et formation EDDRA**

### **Objectif prioritaire n° 3**

Amélioration et développement de méthodes, de systèmes de données et d'indicateurs clés fiables et comparables

**Évaluation du travail de rue**

**Banque d'instruments d'évaluation (BIE)**

**Femmes en traitement pour toxicomanie**

### **Objectif prioritaire n° 5**

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et activités de l'UE, en évitant les doubles emplois

**Coopération avec la Commission européenne**

## Échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues (EDDRA)

---

Afin qu'un large public d'internautes puisse facilement consulter la base de données EDDRA, un accès multilingue a été développé, des fonctions de recherche conformes aux normes du site *web* de l'OEDT ont été introduites, et l'outil d'édition hors ligne d'EDDRA a été amélioré. Cette tâche a été confiée au point focal national luxembourgeois. Une nouvelle présentation d'EDDRA a été introduite en février 2000, et la dernière version (1.0.5) de l'outil hors ligne était prête, en mai, pour les gestionnaires nationaux. La base de données est opérationnelle dans toutes les langues de l'UE depuis la fin du mois de juillet.

EDDRA constitue une tâche permanente Reitox, et, lors de sa réunion de coordination en mars, le groupe de gestion d'EDDRA a convenu d'un plan de travail dont l'un des objectifs était de doubler le nombre de projets disponibles dans la base de données en 2000 et d'améliorer la qualité des données produites. En décembre, la deuxième réunion des gestionnaires EDDRA a traité de critères minimaux d'évaluation, de techniques de résumé et de la promotion d'EDDRA dans les États membres.

À la fin de 1999, la base de données comptait 144 programmes, dont 105 avaient été révisés par les gestionnaires nationaux. En 2000, les États membres et la Commission européenne ont fourni 219 nouveaux programmes. Les nouveaux programmes couvrent notamment la prévention des nouvelles drogues synthétiques, l'assistance sociale et professionnelle aux toxicomanes et des initiatives de réduction des risques.

## Rôles, structures et coopération des services de réduction de la demande de drogues

---

L'étude préliminaire sur les rôles, structures et coopération des services de réduction de la demande de drogues («Roles, structures and cooperation of drug demand-reduction services») a débuté en janvier 2000. La France, le Portugal et le Royaume-Uni ont été choisis pour des études de cas (contractant: Rand Europe, Pays-Bas). Le principal objectif de cette étude était de créer, de valider et de parfaire un outil pour une future collecte de données. L'outil choisi (un protocole d'entretien) a été testé au cours de quelque vingt-cinq entretiens dans les trois pays. L'étude a conclu que le protocole constituait un instrument utile pour une étude comparative dans l'UE, mais elle insistait aussi sur le fait que l'étude de mise en œuvre, prévue pour commencer en fin d'année et destinée à collecter des données de tous les États membres de l'UE, ne pourrait être réalisée qu'avec des ressources appropriées. Vu la complexité du domaine, une condition préalable pour obtenir de bons résultats était d'utiliser des enquêteurs connaissant la politique du pays concerné en matière de drogues et habitués aux entretiens en face à face.

## Aide aux usagers de drogues en milieu carcéral

---

L'OEDT a réalisé des études pour évaluer les informations disponibles sur la situation des usagers de drogues au sein du système judiciaire de l'UE. Une nouvelle étude sur l'aide aux usagers de drogues dans les prisons de l'UE («Assistance to drug users in EU prisons») (contractant: université d'Oldenbourg, Allemagne) vise à rassembler des informations sur l'état de santé des détenus, la consommation de drogues et ses risques, la prévention et le traitement, ainsi que sur les meilleures pratiques et les normes d'évaluation.

Première étape de la mise en œuvre: un séminaire organisé par l'OEDT en décembre 1999. Les participants ont été invités à formuler des suggestions sur les concepts clés, les aspects méthodologiques, les sources d'informations et la promotion de résultats.

Une stratégie de recherche a été adoptée pour l'étude, basée sur la collecte de documents écrits existants ainsi que de données primaires. Les bases de données de l'OEDT (EDDRA et QED), les services pénitenciers, les organismes-cadres en Europe, les universités, les archives, les organisations internationales et les réseaux ont tous été consultés. Des questions ciblées ont été communiquées à des experts scientifiques et professionnels dans ce domaine et aux ministères de la justice et de la santé. Le rapport final sera disponible au début de 2001.

## Tests de comprimés sur le terrain

---

Le but de ce projet est de dresser un inventaire complet des tests de comprimés sur le terrain réalisés dans l'UE (contractants: Verein Wiener Sozialprojekte et CheckIt!, Autriche). Dix-huit organisations déjà impliquées dans des projets de tests de comprimés ou ayant la ferme intention d'en mettre sur pied ont été identifiées et ont reçu des questionnaires. Parmi ces organisations, citons notamment DIMS (Pays-Bas), Médecins du Monde (France), Modus Vivendi (Belgique) et Eve and Rave (Allemagne). Les objectifs, les indicateurs d'évaluation, les groupes cibles, les méthodes, les potentiels et les pièges des programmes en cours ont été analysés en vue d'évaluer la manière d'exploiter les projets de tests de comprimés à des fins de réduction des risques et de prévention, et la manière de convertir les informations obtenues à travers l'action commune de l'OEDT sur les nouvelles drogues synthétiques en pratiques quotidiennes de réduction de la demande. Le rapport de l'étude vise à fournir des informations sur: les procédures de test de comprimés qui peuvent ou devraient être utilisées pour tels et tels objectifs; le type d'informations sur les comprimés qui devraient être accessibles au public; la meilleure façon d'évaluer les procédures utilisées pour tester des comprimés et les messages de prévention en général; les opportunités de collaborer et d'échanger des connaissances au sein et entre les projets et l'OEDT. Le rapport final sera disponible sur le site *web* de l'OEDT en 2001.

## Évaluation et formation EDDRA

---

Des séances d'évaluation et de formation EDDRA ont été organisées dans trois États membres en 2000. Leur but était d'inciter les professionnels et les décideurs politiques de l'UE à s'engager davantage dans l'évaluation. Les séminaires s'adressaient à des professionnels ayant une fonction de meneurs auprès de leurs pairs dans des régions ou des institutions de premier plan dans les États membres. Un autre objectif est d'informer les décideurs régionaux sur les pratiques d'évaluation et de rassembler des suggestions et des réactions du milieu. Cela a amélioré la cohérence entre la mise en œuvre de politiques régionales et nationales et celles de l'OEDT. Les séances de formation ont été organisées par les points focaux nationaux et cofinancées par l'OEDT. Des formations ont été réalisées en Irlande (vingt participants), en Italie (cinquante participants) et au Danemark (vingt-cinq participants). Les priorités nationales de chaque point focal ont été prises en considération dans les objectifs et l'organisation des séminaires de formation. Les représentants des points focaux ont été satisfaits des séances de formation et ont apprécié la visibilité accrue que ce type d'événements apporte à leur travail au niveau national. Le personnel de l'OEDT a intensifié ses contacts avec des personnes clés en matière de pratique de réduction de la demande et de politique régionale.

## Évaluation du travail de rue

---

L'évaluation des travaux de rue n'en est encore qu'à ses débuts dans la plupart des États membres de l'UE mais, selon la publication de la série *Insights* de l'OEDT intitulée «Outreach work among drug users in Europe» («Travail de rue auprès des usagers de drogues en Europe») (ISBN 92-9168-062-1), le besoin le plus urgent de ces projets est d'améliorer la pratique du travail de rue.

Lors du suivi de cette étude relative au travail de rue, le Centre for HIV/AIDS and Drugs Studies (Royaume-Uni) (centre pour le VIH/sida et les études en matière de drogues) et l'université d'Amsterdam ont été chargés de mettre au point des lignes directrices pour évaluer le travail de rue, conformément à la stratégie de l'OEDT visant à fournir une aide et des outils aux professionnels. L'évaluation du travail de rue présente des exigences particulières, si bien qu'il est nécessaire d'adapter les instruments de l'OEDT existants et de les compléter par de nouveaux. Le projet a pour but de faciliter les méthodes de collecte de données, d'élaborer des lignes directrices d'évaluation et des instruments, et d'offrir des opportunités de coopération et de formation. L'élaboration des lignes directrices prend en compte les besoins particuliers d'un cadre d'intervention là où l'évaluation s'avère délicate. Les lignes directrices sont axées sur la manière dont les projets individuels évaluent et considèrent leurs performances. Elles s'adressent aux responsables de projets de rue et à leur personnel, essentiellement à des fins d'autoévaluation en consultation avec les acteurs clés.

## Banque d'instruments d'évaluation (BIE)

---

En 2000, la BIE a été intégrée au site *web* public de l'OEDT. Il s'agit d'une base documentée d'instruments destinés à encourager l'évaluation à l'aide de méthodes fiables et à contribuer à leur harmonisation. La BIE renferme des outils pour évaluer tant les programmes de prévention que les programmes de traitement. L'utilisateur introduit le critère spécifique de l'action à évaluer, et le résultat de la recherche propose l'instrument d'évaluation le mieux adapté ainsi que des commentaires sur son utilisation et des références à des études y afférentes. La BIE a été mise à jour en juillet 2000 et compte, à ce jour, 31 instruments dans le domaine de la prévention et 184 dans le domaine du traitement. Bien que la plupart de ces outils (deux tiers) soient actuellement en anglais, la banque a été conçue pour être souple et évolutive, permettant ainsi l'inclusion continue de nouvelles versions linguistiques et l'introduction d'instruments pour des paramètres spécifiques.

## Femmes en traitement pour toxicomanie

---

Lors de la 45<sup>e</sup> réunion des correspondants permanents, en mars 2000, le secrétariat du groupe Pompidou du Conseil de l'Europe a été chargé de débattre avec l'OEDT de méthodes pour mettre en œuvre des actions de suivi portant sur le thème des femmes et des drogues. En février 2000, le groupe Pompidou avait achevé un rapport sur les services de type communautaire pour les consommatrices de drogues en Europe («Community-based services for female drug users in Europe»), à savoir une compilation d'études de cas et de lignes directrices pour des bonnes pratiques. En juin 2000, l'OEDT a proposé de rédiger une introduction à ce rapport et de développer sur le plan interne un guide d'évaluation des besoins des femmes utilisant les services pour toxicomanes («Needs assessment guide for female users of drug services»). Ce guide vise à aider les décideurs politiques à organiser des services pour toxicomanes tenant compte des besoins spécifiques des femmes. Ces deux documents seront disponibles sur les sites respectifs des deux organisations.

## Coopération avec la Commission européenne

---

L'une des tâches prioritaires de l'an 2000 était de renforcer la coopération avec l'unité «Santé et protection des consommateurs» chargée du programme d'action communautaire pour la prévention de la toxicomanie. Pour assurer un transfert fluide des informations, des réunions trimestrielles bilatérales ont été organisées, et leurs activités se sont articulées autour de deux axes principaux. D'une part, l'OEDT a fourni à la Commission du matériel scientifique sur le phénomène de la drogue et des réponses pour l'aider à préparer des projets de recommandations sur des actions de santé publique face aux drogues. D'autre part, les services de la Commission ont participé activement au projet EDDRA et présenté six programmes qui ont été insérés dans la base de données.

### Études et rapports, 2000 Réduction de la demande

---

- «Improving Evaluation skills using EMCDDA guidelines for Evaluation of demand-reduction activities and the EDDRA system in Italy, Denmark and Ireland».
- «Evaluation: a key tool for improving drug prevention».
- «Reviewing current practices in drug-substitution treatment in the EU».
- Workbooks «Evaluation of psychoactive substance use disorder treatment» (Coopération entre l'OMS, le Pnucid et l'OEDT).
- «Inventory of on-site pill-testing interventions in the EU».
- «Measuring the roles, structures and cooperation of drug demand-reduction services: results of a preliminary study».
- «Assistance to drug users in prison».
- «Evaluation guidelines for outreach work».

### Principales réunions organisées par l'OEDT, 2000 Réduction de la demande

---

Date	Lieu	Événement
30-31 mars	OEDT	Réunion des gestionnaires EDDRA
6-8 avril	OEDT	Réunion du conseil de la Fondation européenne des services d'accueil téléphonique «drogues» (FESAT)
29-30 septembre	OEDT	Atelier sur les lignes directrices pour l'évaluation du travail de rue
4-5 décembre	OEDT	Réunion du réseau européen de recherche qualitative (QED)
7-8 décembre	OEDT	Réunion des gestionnaires EDDRA



## Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT, 2000

### Réduction de la demande

Date	Lieu	Événement
20 janvier	Madrid	Séminaire: «La communauté gitane et la toxicomanie»
27-29 janvier	Braga	Congrès international: «Les mondes sociaux et culturels de l'enfance»
4 février	Porto	Conférence européenne, Federation of European Professionals Associations Working in the Fields of Drug Abuse (ERIT)
5 février	Rome	International Reference Group (CeIS)
25 février	Bruxelles	Collège médical interinstitutionnel
28-29 février	Bruxelles	Conférence interinstitutionnelle sur les politiques européennes en matière de drogues
10 mars	Lisbonne	Séminaire de formation en évaluation pour les professionnels du Serviço de Prevenção e Tratamento da Toxicodependência (SPTT)
16 mars	Luxembourg	Réunion du comité du programme d'action communautaire sur la prévention de la toxicomanie dans le cadre de la santé publique
13-17 mars	Lisbonne	Formation EDDRA hors ligne avec les réseaux portugais de réduction de la demande
20 mars	Berne	Projet de l'OMS (Europe) pour la santé dans les prisons
18-19 mai	Dublin	Séminaire d'évaluation et de formation EDDRA
30 mai	Bruxelles	Groupe horizontal «Drogues»
31 mai-3 juin	Montréal	Society for Prevention Research, 8 <sup>e</sup> réunion annuelle d'ateliers préalables à la conférence
1 <sup>er</sup> -7 juin	Luxembourg	Réseaux multinationaux dans le domaine de la prévention de la toxicomanie
5-6 juin	Vérone	Séminaire d'évaluation et de formation EDDRA
8-9 juin	Odense	Séminaire d'évaluation et de formation EDDRA
19 juin	Londres	Conférence sur les femmes et les drogues
22-24 juin	Alcorcón	<i>V Jornadas de prevención de drogodependencias</i>
30 juin	Luxembourg	Collège médical interinstitutionnel
3-4 juillet	Bruxelles	Réunion exploratoire avec des organisations internationales
6-8 juillet	Saint Sébastien	Cours d'été de l'université basque sur les politiques de prévention de la toxicomanie

8-12 juillet	Birmingham	Conférence des professionnels en toxicomanies des prisons britanniques
20-21 juillet	Oviedo	Atelier sur l'incidence sociale des drogues légales
7-8 septembre	Malmö	Coopération contre la drogue, organisée par la branche nordique de l'ECAD (European Cities Against Drugs)
22-24 septembre	Rome	International Reference Group (CeIS)
10 octobre	Bruxelles	Conférence multiprotagoniste: future stratégie en matière de santé
16-17 octobre	Bologne	Réunion européenne: évaluation des services pour les toxicomanies
6-7 novembre	Madrid	Séminaire sur l'évaluation et les indicateurs de qualité
13-15 novembre	Karlsruhe	<i>DHS Fachkonferenz Sucht 2000</i>
23-24 novembre	Venise	Formation sur la qualité et l'évaluation de la prévention
23-25 novembre	Athènes	Conférence de l'OMS: l'adéquation des soins et du traitement de l'abus de drogue en Europe (ADAT)
27 novembre	Stockholm	Réunion du réseau conseiller technique de la Mentor Foundation

**Articles publiés, 2000**  
**Réduction de la demande**

---

Burkhart, G., «First childhood interventions — possibilities and experiences in Europe», *Toxicodependências*, volume 6, n° 2, 2000, p. 33-46.

Burkhart, G., «Intervenções na primeira infância: experiencias realizadas na Europa sobre prevenção de drogas», *Actas do Congresso Internacional «Os mundos Sociais e Culturais da Infância»*, 3<sup>e</sup> volume, Instituto de Estudos da Criança, Universidade do Minho, Braga (Portugal), 2000, p. 53-58.

Burkhart, G., «Programación y evaluación, instrumentos y claves para la mejora de los programas preventivos», De Arce, F. (sous la direction de): *Ponencias de las IV Jornadas sobre prevención de drogodependencias*, Ayuntamiento de Alcorcón, Comunidad de Madrid, 2000, p. 85-90.

Burkhart, G., «Calidad en programas de prevención: evaluación, diseño, documentación y visibilidad», De Arce, F. (sous la direction de): *Ponencias de las IV Jornadas sobre prevención de drogodependencias*, Ayuntamiento de Alcorcón, Comunidad de Madrid, 2000, p. 275-286.

Nilson, M., «Zur Europäischen Beobachtungsstelle für Drogen und Drogen-sucht — EBDD», *BINAD-Information*, n° 17, janvier-mai 2000, p. 41-47.

Nilson, M., «Editorial», *IDEA Prevención*, n° 19, juillet-décembre 1999, p. 5-7.

Solberg, U., «Visitation i Danmark», *Stof*, n° 12, Copenhague, septembre 2000, p. 8-9.

Solberg, U., «Substitutionsbehandling i EU», *Stof*, n° 13, décembre 2000, p. 24-25.



# Chapitre 3

## Coordination du Reitox

---

La principale tâche du département de coordination du réseau Reitox en 2000 correspondait aux objectifs prioritaires n<sup>os</sup> 2 et 4 du programme de travail 1998-2000. Des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'une méthode de discussion et d'échange d'informations entre l'OEDT et le réseau ainsi que dans la poursuite de l'implication des points focaux Reitox dans la programmation du travail de l'OEDT en général (par exemple le programme de travail 2001-2003). Le processus d'évaluation et de réforme interne de l'OEDT et les débats sur le rôle du Reitox ont encouragé ces avancées. Le travail a porté sur les aspects qualitatifs des données et des rapports, et des systèmes plus structurés ont été mis en place avec des critères communs et un mécanisme de *feed-back*.

L'analyse du Reitox, menée par le directeur à la demande du conseil d'administration et en coopération avec les États membres et les points focaux nationaux, a suscité une réflexion sur les besoins du réseau, les améliorations nécessaires et les futures actions à entreprendre. Sur la base de cette analyse, le conseil d'administration a décidé de créer un groupe de pilotage Reitox (composé de représentants du conseil d'administration, du comité scientifique, des points focaux Reitox et du directeur exécutif de l'OEDT) pour formuler les termes du mandat d'une évaluation externe des points focaux Reitox. Ces termes devraient être présentés au conseil d'administration pour discussion et accord au début de 2001.

## **Aperçu de la corrélation entre les activités décrites dans ce chapitre et les objectifs prioritaires du programme de travail 1998-2000**

---

### **Objectif prioritaire n° 2**

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

#### **Tâches permanentes**

### **Objectif prioritaire n° 5**

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et activités de l'UE, en évitant les doubles emplois

#### **Phase préparatoire pour l'adhésion des pays candidats**

Alors que le département a axé la majorité de ces activités sur les objectifs susmentionnés, il a également joué un rôle fondamental dans l'exécution des objectifs prioritaires n°s 1, 3, 4 et 6.

#### **Autres activités**

#### **Diffusion, mise en réseau et discussion**

## **Tâches permanentes**

---

Le rôle principal du département de coordination Reitox est de coordonner et d'animer le réseau Reitox (composé des quinze points focaux nationaux de l'UE, du point focal de la Commission européenne et du point focal norvégien) et de les aider à mener à bien leurs tâches permanentes (définies dans le contrat «Tâches permanentes» Reitox, dressé chaque année entre l'OEDT et chaque point focal national).

En 2000, les cinq tâches permanentes des points focaux nationaux Reitox étaient les suivantes:

- mise à jour des rapports nationaux décrivant l'état du phénomène de la drogue dans leur pays en 1999;
- participation active à la mise en œuvre progressive des cinq indicateurs épidémiologiques clés harmonisés (voir chapitre 1);
- participation active et contribution au système d'information électronique «Échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues» (EDDRA) (voir chapitre 2);
- participation au niveau national au système d'alerte rapide sur les nouvelles drogues synthétiques prévu par l'action commune de 1997 sur les nouvelles drogues synthétiques (voir chapitre 4);
- collecte d'informations sur les sources de données dans le domaine de la répression et des centres de documentation (cartes d'informations).

## Rapports nationaux

Les points focaux ont rédigé leurs rapports nationaux (couvrant l'ensemble de l'année 1999), et la plupart d'entre eux ont mis à jour les informations concernant l'année 2000 relatives aux activités de réduction de la demande, aux nouvelles tendances, aux changements de législation et de politique, et aux thèmes clés. Les rapports ont été soumis à l'OEDT à la fin d'octobre 2000 et ont apporté à l'Observatoire des données vitales, notamment pour son *Rapport annuel 2001 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne*. Les rapports nationaux comprenaient trois thèmes clés, choisis lors d'une session Reitox spéciale en mars 2000: les stratégies antidrogue dans les États membres de l'Union européenne, la cocaïne (base/crack inclus) et les maladies infectieuses. Dans le cadre des rapports nationaux 2000, les PFN ont également présenté à l'OEDT leurs tableaux épidémiologiques standard mis à jour à la mi-septembre.

L'année 2000 a été le témoin de deux événements importants dans ce domaine: d'une part, l'introduction d'une procédure de *feed-back* bilatérale sur les rapports nationaux 1999 et, d'autre part, l'élaboration de lignes directrices partagées et coordonnées pour les rapports 2001-2002.

En dépit des différences entre pays, la qualité des informations varie entre «suffisant» et «assez bon», et la plupart des informations nécessaires pour dresser un aperçu de l'état du phénomène de la drogue en Europe sont disponibles. Les principaux problèmes sont liés à des questions de méthodologie telles que la comparabilité des données et assurer une large couverture sur de nouveaux domaines.

Les lignes directrices pour la préparation du Rapport annuel 2002 ont été présentées aux PFN lors de la réunion Reitox d'octobre et ont été finalisées en décembre. Les thèmes clés choisis sont: la polytoxicomanie, les traitements réussis et les usagers de drogue en milieu carcéral. Ils représentent les nouveaux objectifs définis dans le plan d'action antidrogue de l'Union européenne (2000-2004) et exigent des points focaux qu'ils rassemblent des informations dans de nouveaux domaines cibles.

## Indicateurs épidémiologiques clés harmonisés

En 2000, les méthodes et instruments existants concernant les cinq indicateurs épidémiologiques clés harmonisés ont été revus et développés. Dans ce cadre, il a été créé, pour chaque indicateur, un groupe d'experts de l'Union européenne auxquels participaient tous les points focaux nationaux (ou leurs experts désignés) (voir chapitre 1).

L'importance de cette activité a été soulignée dans le plan d'action antidrogue de l'UE (2000-2004), qui invitait instamment les États membres, en coopération avec l'OEDT, à «redoubler leurs efforts pour fournir des informations fiables et comparables sur les indicateurs épidémiologiques clés afin de mieux évaluer l'incidence des questions liées à la drogue» <sup>(2)</sup>.

## Échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues (EDDRA)

En 2000, le groupe des gestionnaires EDDRA a surtout veillé à améliorer la qualité des informations accessibles, à augmenter le nombre de projets ou programmes introduits dans la base de données et à permettre une consultation élargie des informations par le grand public. Une attention particulière a également été accordée à l'amélioration des contenus existants. Les gestionnaires ont défini un cadre

<sup>(2)</sup> Conclusions de la présidence, Conseil européen de Feira, 19 et 20 juin 2000, SN 200/00, paragraphe 51.

de qualité commun pour la compilation des données et ont travaillé en sous-groupes sur des techniques de résumé, sur des normes minimales d'évaluation et sur la promotion d'EDDRA. Les informations contenues dans la base de données ont doublé au cours de l'année 2000 et, pour la première fois, la Commission y a également introduit des projets (voir chapitre 2).

### **Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques**

En 2000, les points focaux Reitox ont informé régulièrement l'OEDT tant des progrès que du fonctionnement des mécanismes mis en œuvre au niveau national. Dans le cadre du système d'alerte rapide sur les nouvelles drogues synthétiques, les points focaux Reitox ont également été invités à faire rapport, conformément à l'article 3 de l'action commune, à savoir signaler à l'OEDT, en contact étroit avec Europol, l'apparition de nouvelles substances dans l'UE.

L'événement le plus important de l'an 2000 fut le premier *feed-back* global sur l'action commune, fondé sur les rapports intermédiaires fournis par les PFN au cours de l'année. Cet exercice de *feed-back* est fondamental pour l'amélioration de la qualité des données collectées et pour le fonctionnement du réseau spécial sur les nouvelles drogues synthétiques. Les points focaux ont aussi été informés par l'OEDT des résultats de l'évaluation des risques du GHB et de la kétamine (voir chapitre 4). Le plan d'action antidrogue de l'UE (2000-2004) met en évidence l'importance du travail accompli par le biais de l'action commune et le besoin d'une meilleure coopération entre les autorités nationales.

## **Phase préparatoire pour l'adhésion des pays candidats**

---

La préparation de l'adhésion des pays candidats a débuté en 2000 et a déjà donné des résultats intéressants. Les pays candidats ont présenté leurs rapports nationaux décrivant l'état du phénomène de la drogue dans leur pays en 1999. La méthodologie de l'adhésion a été définie et présentée à la Commission à la fin du mois de novembre (voir chapitre 8).

## **Diffusion, mise en réseau et discussion**

---

### **Activité de diffusion**

Les points focaux Reitox participent déjà activement à la diffusion des produits de l'OEDT à titre volontaire. Leurs principales tâches dans ce domaine jusqu'à présent ont été les suivantes:

- la distribution de publications à des organismes régionaux et nationaux, des ONG et des professionnels;
- la participation active au lancement du Rapport annuel (distribution du Rapport annuel et de communiqués de presse, réponses aux questions de journalistes et suivi de contacts, coupures de presse).

De nouvelles discussions ont eu lieu en 2000, et les tâches permanentes devraient, en 2001, s'étendre à d'autres objectifs, en particulier à une participation accrue des PFN dans le domaine de la diffusion.



## Réseau électronique commun OEDT-Reitox

Le réseau électronique commun OEDT-Reitox, établi avec un financement du programme d'échange électronique de données entre administrations dans la Communauté (IDA) de la Commission européenne, a été utilisé de façon croissante par la communauté Reitox (OEDT et points focaux nationaux) pour diffuser et échanger des informations ainsi que pour promouvoir la compréhension et la transparence au sein du réseau. Les services électroniques proposés sur le site *web* privé du Reitox comprennent: une communication sûre par courrier électronique, le transfert de procès-verbaux de réunions, de documents et de données, la consultation de l'ordre du jour et la participation à des groupes de discussion. Au cours de l'année, la communauté Reitox s'est préparée à une nouvelle extension des services et des applications ainsi qu'à une intégration harmonieuse de nouveaux partenaires.

## Réunions et groupes thématiques

En 2000, trois réunions des points focaux nationaux ont été organisées à Lisbonne. Elles ont porté sur plusieurs points: l'état d'avancement de l'accomplissement des tâches permanentes, les modalités financières et contractuelles, les conséquences du processus de réforme interne de l'OEDT pour le réseau Reitox et le futur programme de travail triennal de l'OEDT (2001-2003). En outre, un groupe de travail spécial, regroupant différents points focaux nationaux et certains membres du personnel de l'OEDT, a été constitué en juin pour procéder à un échange d'idées portant sur la manière d'améliorer les relations bilatérales entre l'Observatoire et les points focaux. Enfin, une réunion thématique (atelier à thème), regroupant les points focaux nationaux belge, français et néerlandais, s'est tenue à la fin de novembre à Bruxelles. Axée sur la mise en réseau et la qualité des données, cette réunion visait à définir des procédures et des normes communes pour améliorer la qualité des informations et identifier de nouveaux moyens mieux adaptés à la mise en réseau. Il est prévu d'étendre la réunion thématique susmentionnée aux autres points focaux en 2001.

## Études et rapports, 2000 Reitox

- Rapports nationaux des PFN pour 1999.
- Rapports des PFN sur les tendances et les évolutions récentes, 2000.
- Rapports des PFN sur la mise en œuvre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques au niveau national, 2000.
- Rapports des PFN sur la mise en œuvre du système d'information sur les activités de réduction de la demande, 2000.
- Programmes de travail des PFN concernant la mise en œuvre des indicateurs épidémiologiques clés au niveau national, 2000.

## Principales réunions organisées par l'OEDT, 2000

### Reitox

Date	Lieu	Événement
9-10 mars	Lisbonne	19 <sup>e</sup> réunion des chefs des points focaux nationaux Reitox
30-31 mai	Lisbonne	Réunion extraordinaire des chefs des points focaux nationaux
15 juin	Lisbonne	Groupe de travail Reitox (améliorer les relations entre les points focaux nationaux Reitox et l'OEDT)
16-18 octobre	Lisbonne	20 <sup>e</sup> réunion des chefs des points focaux nationaux Reitox
25 octobre	Lisbonne	Groupe de pilotage Reitox (préparer l'évaluation externe des points focaux nationaux Reitox)

## Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT, 2000

### Reitox

Date	Lieu	Événement
20 juin	Luxembourg	Réunion au point focal national luxembourgeois: «Améliorer les relations avec le Reitox»
22 juin	Bruxelles	Réunion au point focal de la Commission européenne: «Améliorer les relations avec le Reitox»
23 juin	Bruxelles	Réunion au point focal national belge: «Améliorer les relations avec le Reitox»
5-6 juillet	Rome	Le sport contre la drogue
17 juillet	Bruxelles	Projet Reitox-IDA II
18 juillet	Bruxelles	Réunion avec Unisys: <i>Business Solutions</i>
27 novembre	Utrecht	Réunion avec le point focal national néerlandais: «Amélioration de la mise en réseau globale et du <i>feed-back</i> sur les données qualitatives»
28 novembre	Paris	Réunion avec le point focal national français: «Amélioration de la mise en réseau globale et du <i>feed-back</i> sur les données qualitatives»
29 novembre	Bruxelles	Réunion thématique avec les points focaux nationaux belge et néerlandais: «Amélioration de la mise en réseau globale et du <i>feed-back</i> sur les données qualitatives»
12-13 décembre	Rome	Politiques publiques antidrogue en Europe
22 décembre	Reggio Emilia	Drogues et comportements à risques

## Articles rédigés ou présentations, 2000 Reitox

---

Les documents suivants ont été présentés pendant l'année lors de manifestations:

- *Feed-back* sur les rapports nationaux 1999: «A first Evaluation on data quality».
- «Guidelines for the 2000 and 2001 national reports».
- «Improving two-way relationship with Reitox», rédigé par le groupe de travail Reitox, le 15 juin 2000, et finalisé après plusieurs réunions avec les points focaux nationaux.
- Rapport du groupe de pilotage Reitox au conseil d'administration de l'OEDT concernant «External Evaluation of the Reitox focal points».
- «Sport against drugs: the scientific basis for drug prevention in sport», Rome, 5-6 juillet 2000.
- «2001-2003 Reitox work programme» (avec la participation active des points focaux nationaux).



# Chapitre 4

## Stratégies nationales et communautaires

---

**Les principales activités menées dans ce domaine concernent les objectifs prioritaires n<sup>os</sup> 1, 2, 5 et 6 du programme de travail 1998-2000.**

**Dans le domaine des informations juridiques relatives aux drogues, la collaboration avec le réseau d'experts juridiques a été officialisée et l'infrastructure pour une base de données juridique sur les drogues a été mise en place. Deux études ont été finalisées, l'une sur la poursuite des usagers de drogues, l'autre sur les coûts de la politique en matière de drogues. Leur publication est prévue pour 2001. De plus, une large section sur la législation relative aux drogues a été ajoutée sur le site *web* de l'OEDT.**

**Dans le domaine des nouvelles drogues synthétiques, deux substances, la kétamine et le GHB, ont été signalées officiellement à l'OEDT et à Europol pour une évaluation des risques. Cela a permis à l'Observatoire d'allier son expertise dans la collecte d'informations et l'évaluation scientifique afin d'influencer la prise de décision en matière de drogues dans l'UE.**

**Le travail effectué en 2000 a été entrepris par la cellule de l'OEDT liée au directeur et responsable des nouvelles drogues synthétiques, de la coopération internationale et de l'information juridique.**

## **Aperçu de la corrélation entre les activités décrites dans ce chapitre et les objectifs prioritaires du programme de travail 1998-2000**

---

### **Objectif prioritaire n° 1**

Consolidation et amélioration des systèmes d'information de l'Observatoire en matière d'épidémiologie et de réduction de la demande, sur la base d'ensembles approuvés de données clés

b) Nouvelles tendances: mise sur pied et développement d'un mécanisme d'échange d'informations, d'évaluation des risques et de contrôle des nouvelles drogues synthétiques

#### **Mécanisme de mise en œuvre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques**

### **Objectif prioritaire n° 2**

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

#### **Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques et réseau Reitox**

### **Objectif prioritaire n° 5**

Développement d'une coordination structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et activités de l'UE, en évitant les doubles emplois

#### **Coopération dans les domaines des nouvelles drogues synthétiques et des informations juridiques**

### **Objectif prioritaire n° 6**

Élaboration d'outils et de méthodologies pour comparer les actions, les législations, les stratégies et les politiques dans l'UE (y compris l'évaluation du rapport coût/efficacité)

#### **Collecte et analyse d'informations juridiques en matière de drogues**

## Mécanisme de mise en œuvre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques

---

### **Échange d'informations**

Par l'adoption de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques en 1997, l'OEDT et Europol ont été clairement investis de la mission de coordonner, via leurs réseaux respectifs, la collecte et l'échange d'informations sur toute nouvelle substance synthétique apparaissant sur le marché européen.

En mars 2000, l'OEDT et Europol ont préparé deux rapports intermédiaires communs, fournissant des informations préalables sur le GHB (gamma-hydroxybutyrate) et la kétamine [2-(2-chlorophényl)-2-(méthylamino)-cyclohexanone], collectées et échangées en vertu de l'article 3 de l'action commune (échange d'informations).

Europol a traité des aspects de la production et du trafic de drogues tandis que l'OEDT s'est occupé de la consommation et des risques sanitaires et sociaux éventuels de ces substances. Ce travail répondait à une demande émanant du groupe horizontal «Drogues» (GHD) du Conseil de l'UE à la suite de la détection d'un usage problématique de ces substances dans l'UE.

Le 20 mars, les rapports communs ont été soumis au président du GHD du Conseil, au secrétariat du Conseil et à la Commission européenne pour avis. Le 17 avril, la présidence portugaise de l'UE a officiellement demandé une procédure d'évaluation des risques du GHB et de la kétamine à l'OEDT et à Europol, conformément à l'article 4 de l'action.

### Évaluation des risques

Le sous-comité du comité scientifique sur l'évaluation des risques s'est réuni cinq fois au cours de l'année 2000 (voir chapitre 7). Le travail de ce sous-comité a été essentiellement axé sur la pondération de critères au moyen d'un outil de notation en vue d'améliorer les lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques («Guidelines for the risk assessment of the new synthetic drugs»). Pour faire progresser la procédure, le comité scientifique a recommandé d'utiliser le MDMA (3,4-méthylènedioxy-N-méthylamphétamine) comme substance de référence pour valider cet outil de notation (voir chapitre 7).

Les 13 et 14 juillet, un groupe d'experts techniques sur la pharmacotoxicologie du GHB et de la kétamine s'est réuni à l'OEDT. Les débats ont porté sur les ouvrages scientifiques relatifs à ces substances et à leurs incidences actuelles. Une revue de la littérature, compilée à l'extérieur, a été présentée lors des réunions d'évaluation des risques des 25 et 26 septembre (voir ci-après). Cette analyse a été reprise dans les annexes techniques des rapports finaux d'évaluation des risques sur le GHB et la kétamine, conformément aux lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques.

Du 25 au 26 septembre, les risques de ces drogues ont été officiellement évalués par le comité scientifique de l'OEDT et des experts, à Lisbonne (voir chapitre 7). Ces sessions spéciales d'évaluation des risques ont analysé les risques sociaux et sanitaires de ces substances et les conséquences éventuelles de leur interdiction. Elles ont donné lieu à l'adoption des rapports d'évaluation des risques du GHB et de la kétamine dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques.

La réunion d'évaluation des risques a tenu compte de l'importante utilisation thérapeutique de la kétamine et des principaux risques de son usage récréatif (la dépendance psychologique, la perte de la maîtrise de soi et le risque d'intoxication aiguë). La réunion a ainsi donné lieu à deux opinions différentes sur d'éventuelles méthodes de contrôle. D'après le point de vue le plus plébiscité, en tant que règle commune minimale, la kétamine devrait faire l'objet d'un contrôle dans le cadre de la législation sur les médicaments dans les États membres, étant donné son utilisation légitime très répandue pour la médecine vétérinaire. Toutefois, selon une autre opinion fermement exprimée, outre la législation sur les médicaments, il est nécessaire d'adopter des mesures de contrôle plus sévères pour agir contre le détournement, le trafic et l'exposition involontaire (à savoir de fausses tablettes d'ecstasy). Concernant le GHB, il a été signalé, au cours de la réunion, que cette substance a un potentiel thérapeutique et que, en cas d'usage récréatif, la marge est très étroite entre la dose procurant les effets souhaités et celle entraînant de graves effets néfastes. Vu les effets de cette drogue, les niveaux d'urgences mortelles et non mortelles et les rapports de dépendance, le GHB est considéré comme

présentant de sérieux risques pour la santé. Comme dans le cas de la kétamine, deux points de vue ont été formulés quant à la façon dont le GHB devrait être contrôlé: certains participants estimaient que le contrôle par le biais de la législation sur les médicaments était suffisant, alors que d'autres pensaient que cette substance devrait faire l'objet de mesures de contrôle plus strictes.

Les rapports contenaient également plusieurs recommandations formulées lors de la réunion, telles que le besoin d'informer en particulier les groupes à risque les plus vulnérables, les utilisateurs existants et potentiels ainsi que les groupes clés de professionnels.

### Contrôle

Les rapports d'évaluation des risques du GHB et de la kétamine susmentionnés ont été transmis à la présidence française du GHD du Conseil, au secrétaire général du Conseil et à la Commission européenne, le 13 octobre, au titre de l'article 5 de l'action commune (procédure par laquelle certaines nouvelles drogues synthétiques sont soumises à des mesures de contrôle). Le 22 novembre, conformément audit article, la Commission européenne a soumis son avis au Conseil. Sur la base de cet avis et des rapports, la présidence a proposé des conclusions préliminaires lors de la réunion du GHD du 18 décembre. Les conclusions définitives sont attendues pour le début de 2001 sous la présidence suédoise.

Les évaluations des risques du GHB et de la kétamine constituaient les troisième et quatrième exercices de ce type entrepris jusqu'à présent par l'OEDT. Le premier concernait le MBDB [N-méthyl-1-(1,3-benzodioxol-5-yl)-2-butamine] et le deuxième le 4-MTA (4-méthylthioamphétamine).

## Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques et réseau Reitox

---

En 2000, les points focaux nationaux du Reitox ont assuré une information régulière sur l'évolution du fonctionnement des mécanismes au niveau national pour la collecte et l'échange d'informations et de la détection de nouvelles substances dans l'UE.

Le 11 juillet, l'OEDT a transmis une information urgente par l'intermédiaire du Reitox sur des capsules et des tablettes d'ecstasy contenant de très fortes doses de MDMA. Celles-ci avaient été détectées en Belgique et en France avant l'été. Le 19 juillet, l'OEDT a lancé un deuxième avertissement par le biais du Reitox concernant la présence de paraméthoxyamphétamine (PMA) dans des tablettes d'ecstasy portant un logo Mitsubishi et saisies au Danemark en juin.



## Coopération dans les domaines des nouvelles drogues synthétiques et des informations juridiques

---

### Coopération dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques

La coopération pratique entre l'OEDT, Europol, la Commission européenne et l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (EMA) a été renforcée en 2000.

### Coopération dans le domaine des informations juridiques

En 2000, l'OEDT et le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid) ont amélioré leur collaboration dans le cadre de leurs projets respectifs de base de données et de l'évaluation de «modèle de lois» dans le domaine de la réduction de la demande.

## Collecte et analyse d'informations juridiques en matière de drogues

---

### Stratégies nationales et législation

Les procédures lancées en 1999 pour mettre en place un système d'informations juridiques en matière de drogues se sont poursuivies en 2000 avec la mise en œuvre du projet visant à créer l'infrastructure de la base de données juridique (finalisée avec succès en novembre) et la constitution d'un groupe de correspondants juridiques. La première réunion des correspondants juridiques a jeté les bases pour élaborer des procédures de collecte de données sur la législation en matière de drogues.

Deux études, coordonnées par l'OEDT, ont examiné l'application de mesures administratives et pénales envers les usagers de drogue et les coûts de la politique en matière de drogues dans les États membres de l'UE. Les résultats de la première étude ont été présentés en décembre au groupe horizontal «Drogues» du Conseil à Bruxelles. Une autre étude analysant les limites juridiques des traitements et des mesures de réinsertion dans l'UE a débuté en octobre.

En 2000, l'OEDT a augmenté sa capacité de répondre à diverses questions institutionnelles ainsi qu'à celles provenant de chercheurs, d'étudiants et des médias. En septembre, le site *web* de l'OEDT a intégré une nouvelle section détaillée sur des questions juridiques, appuyée par des comparaisons et des tableaux de lois en matière de drogues (<http://www.emcdda.org/activities/strategy.shtml>). Elle est destinée aux décideurs politiques et à un large public intéressé par les informations et les chiffres relatifs aux lois des États membres de l'UE. Des rapports ad hoc ainsi que des entretiens et des réponses ont été fournis tout au long de l'année. La contribution au Rapport annuel comprenait, cette année, les nouvelles tendances en matière de législation et de politique relatives aux drogues et un thème clé sur la poursuite répressive.

### **Nouvelles drogues synthétiques**

- «EMCDDA-Europol progress report on GHB» au titre de l'article 3 de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques du 16 juin 1997.
- «EMCDDA-Europol progress report on ketamine» au titre de l'article 3 de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques du 16 juin 1997.
- Elliott, S., «Review of the pharmacotoxicological data on GHB».
- Van Aerts, L. A. G. J. M., et van der Laan, J. W., «Review of the pharmacotoxicological data on ketamine».
- «Report on the risk assessment of GHB in the framework of the joint action on new synthetic drugs».
- «Report on the risk assessment of ketamine in the framework of the joint action on new synthetic drugs».

### **Informations juridiques**

- Opinion sur le projet de loi du Portugal, pour le gouvernement portugais.
- Rapport sur le rapprochement des lois en matière de drogues pour le ministère britannique de l'intérieur, Royaume-Uni.
- Rapport sur les aspects juridiques des traitements de substitution pour le groupe Pempidon.
- Rapport sur la situation des aspects pénaux de la consommation de drogues dans l'UE — MILDT, France.
- Comparaison des lois en matière de drogues des pays de l'UE — Rapport sur la drogue auprès du Parlement italien.
- Opinion sur la législation mexicaine en matière de drogues — ministère de la santé, Mexique.
- Profils nationaux sur les données relatives au cannabis et sur la situation de la politique dans l'UE pour le ministère britannique de l'intérieur, Royaume-Uni.
- «Prosecution of drug users in Europe: varying pathways to similar objectives».
- «Public expenditure on drugs in the EU».

## Principales réunions organisées par l'OEDT, 2000

### Stratégies nationales et communautaires

Date	Lieu	Événement
<b>Nouvelles drogues synthétiques</b>		
16 mars	OEDT	Sous-comité sur l'évaluation des risques
13-14 juillet	OEDT	Réunion d'experts techniques et du sous-comité sur l'évaluation des risques (GHB et kétamine)
24 septembre	OEDT	Sous-comité sur l'évaluation des risques
25-26 septembre	OEDT	Réunions spéciales sur l'évaluation des risques (comité scientifique élargi de l'OEDT)
26 septembre	OEDT	Sous-comité sur l'évaluation des risques
12 décembre	OEDT	Sous-comité sur l'évaluation des risques
<b>Informations juridiques</b>		
25 janvier	OEDT	Étude sur les dépenses publiques — évaluation du projet
23 février	OEDT	Mise en place de la base de données juridique européenne sur les drogues (ELDD) — évaluation du projet
27 avril	OEDT	Mise en œuvre du mémorandum d'entente avec le Pnucid sur les informations juridiques
15 mai	OEDT	Étude sur les dépenses publiques — évaluation du projet
25-26 mai	OEDT	Réunion des correspondants juridiques
27 juillet	OEDT	Mise sur pied de l'ELDD — évaluation du projet
12 septembre	OEDT	Étude sur la poursuite des usagers de drogues — évaluation du projet
9 octobre	OEDT	Mise en place de l'ELDD — évaluation du projet

## Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT, 2000

### Stratégies nationales et communautaires

Date	Lieu	Événement
<b>Nouvelles drogues synthétiques</b>		
Janvier-décembre	Bruxelles	Réunions du groupe horizontal «Drogues» sous les présidences portugaise et française (voir chapitre 8)
28-29 février	Bruxelles	2 <sup>e</sup> conférence interinstitutionnelle sur les politiques en matière de drogues
14 mars	Paris	Projet TREND/Sintes
10-11 avril	Monaghan	Conférence Oisín sur la lutte contre la menace potentielle de l'abus de drogues réglementées dans les zones rurales — drogues synthétiques
11 avril	Bruxelles	Réunion du sous-comité UE-Ukraine sur le trafic de drogues — drogues synthétiques
5-6 octobre	Moscou	3 <sup>e</sup> réunion du sous-comité UE-Russie — drogues synthétiques
9 octobre	Paris	Réunion de l'OEDT sur le système d'alerte rapide
23-24 octobre	Turin	Séminaire sur la stratégie face aux substances toxiques
25-26 octobre	Estoril	Conférence Oisín sur les drogues synthétiques
9 novembre	Lisbonne	3 <sup>e</sup> séminaire des magistrats de l'Europe méridionale sur les drogues
24 novembre	Paris	2 <sup>e</sup> réunion européenne sur la dépendance et l'abus des drogues
<b>Informations juridiques</b>		
21-22 février	Strasbourg	Réunion sur les coûts sociaux
28-29 février	Bruxelles	2 <sup>e</sup> conférence sur la politique en matière de drogues
5 avril	Luxembourg	Réunion d'évaluation sur la base de données juridique
26 juin	Milan	Séminaire sur la communication sociale en matière de drogues
13-14 septembre	Kromeritz	Séminaire de formation pour les autorités répressives
28 septembre	Rome	Séminaire sur l'analyse des données liées à la drogue
4 octobre	Lisbonne	Séminaire sur l'harmonisation des lois en matière de drogues dans les pays andins
12-13 octobre	Sintra	Conférence interministérielle sur la réduction des risques
26-27 octobre	San Patrignano	6 <sup>e</sup> réunion Rainbow
20 novembre	Bruxelles	Aspects juridiques du traitement et des mesures de réinsertion dans l'UE — réunion sur l'étude de faisabilité
28-30 novembre	Gênes	3 <sup>e</sup> conférence nationale sur les drogues

# Chapitre 5

## Stratégies d'information et moyens de communication

**Le département «Stratégies d'information et moyens de communication» englobe les publications imprimées et électroniques, les relations avec le public et les médias, la documentation et les technologies de l'information (TI). En 2000, le travail de l'OEDT dans ces domaines a principalement porté sur l'objectif prioritaire n° 4 du programme de travail 1998-2000.**

**Parmi les évolutions stratégiques, notons l'élaboration d'une stratégie de communication et de diffusion pour garantir la satisfaction des besoins des groupes cibles, redéfinis en 2000, et la fourniture de produits appropriés. Le rôle et la position des technologies de l'information dans l'Observatoire ont été revus, et leur avenir a été défini avec l'aide d'un groupe de travail sur la stratégie TI.**

**Le développement du site *web* public de l'OEDT s'est poursuivi avec l'introduction d'une branche multilingue et l'intégration de produits et de bases de données en ligne, fruit de projets de l'OEDT. Ce site a fait l'objet d'éloges lors de l'attribution des prix de l'*European Information Association*, et les juges ont apprécié son contenu très utile et son image de marque manifeste.**

## **Aperçu de la corrélation entre les activités décrites dans ce chapitre et les objectifs prioritaires du programme de travail 1998-2000**

---

### **Objectif prioritaire n° 4**

Amélioration de la qualité du *Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne*, de la visibilité du travail de l'OEDT et du réseau Reitox ainsi que de la diffusion des informations collectées et produites par l'OEDT

**Évolutions stratégiques**  
**Publications de l'OEDT**  
**Relations avec les médias**  
**Site web public de l'OEDT**  
**Intranet de l'OEDT**  
**Documentation**  
**Dialogue avec le citoyen européen**  
**Technologies de l'information**

## **Évolutions stratégiques**

---

Une stratégie détaillée de communication et de diffusion a été élaborée au cours de cette année. Elle replace la diffusion au centre de l'activité de l'OEDT et prévoit toute une série de mesures à mettre en œuvre ainsi qu'un éventail de produits personnalisés à développer pour répondre aux besoins des publics clés de l'Observatoire, principalement les décideurs politiques. Le plan de réforme de l'OEDT souligne l'importance stratégique des produits en ligne, et des évolutions futures dans ce domaine ont été définies dans le programme de travail 2001-2003.

La réorganisation prévue de l'Observatoire et les nouvelles méthodes de travail exigent une stratégie TI claire et cohérente. Un groupe de travail a été constitué à la fin de l'année pour travailler sur cette question.

## **Publications de l'OEDT**

---

### ***Rapport annuel 2000 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne***

Le *Rapport annuel 2000 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne* a été lancé par l'OEDT, le 11 octobre, au service du porte-parole de la Commission européenne (voir «Contacts avec les médias» ci-après). Le 10 octobre, ce rapport a fait l'objet d'une présentation spéciale à la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen.

Essentiellement destiné aux décideurs politiques, le rapport rassemble de nouvelles données et informations de 1998 tout en mettant à jour les résultats des années précédentes. Un effort tout particulier a été consenti en 2000 pour publier les résultats dans un rapport plus concis et mieux adapté à son public cible.

Le rapport met à jour des informations sur les tendances générales, les modèles et les conséquences sanitaires de l'usage de drogues ainsi que les réponses face à l'usage de drogues. Des sections spéciales ont été consacrées à certains sujets: les problèmes spécifiques des femmes consommatrices de drogues, les traitements de substitution, les poursuites pour délits liés à la drogue et un chapitre sur l'état du phénomène de la drogue en Europe centrale et orientale.

Au moment du lancement, les onze versions linguistiques du Rapport annuel étaient disponibles sous format papier, et des fichiers électroniques pouvaient être téléchargés à partir du site *web* de l'OEDT. En outre, des tableaux épidémiologiques de base, utilisés pour la préparation de ce rapport, étaient disponibles en ligne. Pour gérer le trafic accru sur le site *web*, un espace supplémentaire de téléchargement a été créé. Peu de temps après le lancement, le rapport a été distribué de manière proactive aux partenaires et publics de l'Observatoire (plus de 15 000 copies).

### **Production d'autres publications de l'OEDT**

En 2000, l'OEDT a également publié son *Rapport général d'activités 1999*, six numéros de sa lettre d'information bimestrielle *DrugNet Europe*, deux titres de sa série de monographies scientifiques et un de sa série *Insights*. Au total, 12 titres et 44 volumes ont été publiés.

### **Coopération avec l'Office des publications officielles des Communautés européennes**

En 2000, l'EUR-OP était chargé de la production et de la distribution de toutes les publications de l'OEDT, à l'exception de *DrugNet Europe*, produit et distribué au niveau local. Les contacts avec la division «Ventes et droits d'auteur» de l'EUR-OP (OP/A/4), qui comprend l'unité chargée de la promotion et des foires, ont été renforcés au cours de l'année, et des accords communs ont été conclus pour augmenter la visibilité des produits de l'Observatoire.

### **Forum des éditeurs de l'UE**

Le 19 octobre, l'OEDT a participé au titre d'orateur d'honneur au Forum des éditeurs de l'UE, où il a présenté les principes fondamentaux de son programme de publications et abordé des sujets pouvant avoir un intérêt potentiel pour les éditeurs commerciaux. Avant ce forum, l'Observatoire avait contacté plus de 180 éditeurs commerciaux pour leur présenter ses publications et évaluer l'intérêt d'éventuels accords de licence et de coédition. Des partenariats avec des maisons d'édition intéressées étaient en cours de discussion en fin d'année.

### **Manifestations internationales**

#### **Foire du livre de Francfort**

Du 18 au 20 octobre, l'OEDT a participé à la 52<sup>e</sup> foire du livre de Francfort, la plus grande foire commerciale internationale du monde de l'édition. L'Observatoire était présent au stand de l'Union européenne, où il a présenté ses dernières publications et du matériel publicitaire d'ordre général relatif à ses produits. Le travail de l'Observatoire a suscité un grand intérêt de la part des visiteurs de la foire.

L'OEDT a produit des supports commerciaux pour son exposition à Francfort, notamment un signet publicitaire sur son dernier Rapport annuel et un catalogue de ses publications, *Les drogues en Europe*, publié en coopération avec l'EUR-OP (OP/A/4).

### **Online Information 2000**

Du 5 au 7 décembre, l'OEDT a participé à Londres à *Online Information 2000*, l'événement le plus important et le plus complet de l'industrie de l'information au monde. L'Observatoire faisait partie des nombreux services de l'UE présents au stand de l'Union européenne.

L'OEDT a placé des informations dans le dossier de presse de la conférence et dans ceux de l'UE pour promouvoir ses activités en ligne. L'espace OEDT du stand a attiré de nombreux visiteurs, notamment des représentants d'organisations dans le domaine des drogues, des universitaires, des bibliothécaires et des professionnels des médias et de l'éducation.

### **Publications de l'OEDT, 2000**

<b>Titre</b>	<b>Langues</b>
<i>Rapport annuel 2000 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne</i>	Les onze langues de l'UE
<i>Rapport général d'activités 1999</i>	Allemand, anglais, français
<i>DrugNet Europe</i> , six numéros, n <sup>os</sup> 21-26	Allemand, anglais, français, portugais
«Understanding and responding to drug use: the role of qualitative research», <i>Monographie scientifique</i> , n <sup>o</sup> 4	Anglais
«Evaluation: a key tool for improving drug prevention», <i>Monographie scientifique</i> , n <sup>o</sup> 5	Anglais
«Reviewing current practice in drug-substitution treatment in the European Union», <i>Insights</i> , n <sup>o</sup> 3	Anglais
<i>Les drogues en Europe</i> , catalogue de publications (coproduction EUR-OP - OEDT).	Allemand, anglais, français
<b>Nombre total de titres</b>	<b>12</b>
<b>Nombre total de volumes</b>	<b>44</b>
Pour plus d'informations sur toutes les publications de l'OEDT et leurs modalités de commande, visitez le site web de l'OEDT ( <a href="http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml">http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml</a> ).	



## Relations avec les médias

L'influence des médias sur les décideurs politiques et le grand public est incontestée, de même que leur contribution à une visibilité accrue de l'OEDT dans la société européenne. L'Agence considère donc que les médias doivent constituer l'un des principaux canaux d'information auprès de ses publics cibles et qu'ils doivent par conséquent être correctement informés. En 2000, l'OEDT a continué d'élargir et d'améliorer ses relations avec les médias, d'assurer un suivi de ces contacts et d'améliorer la communication avec les journalistes.

### Contacts avec les médias

Tout au long de l'année 2000, le service «Médias» de l'OEDT a donné suite à toutes les demandes des médias en essayant d'y répondre dans les vingt-quatre heures. Les données concernant ces contacts ont été répertoriées et reprises, pour la première fois, dans les revues de presse trimestrielles de l'OEDT (voir «Suivi des médias» ci-après).

L'OEDT a sans cesse mis à jour sa liste de contacts «médias» par État membre de l'UE et par pays tiers sélectionné. Il a également actualisé les contacts de sa base de données de télécopies (conçue pour la distribution automatique de télécopies à 1 250 journalistes) et poursuivi l'élaboration d'une liste d'adresses électroniques pour une transmission plus rapide de communiqués de presse. Ces listes couvrent tant la presse écrite que la presse radiotélévisée. Les contacts avec les services de presse bruxellois, les publications spécialisées et les médias des jeunes se sont aussi intensifiés en 2000, conformément aux recommandations formulées par un consultant externe en 1999. L'Observatoire reste en contact étroit avec un noyau de journalistes spécialisés dans le domaine des drogues.

### Produits médiatiques

En 2000, l'OEDT a produit dix communiqués de presse (voir <http://www.emcdda.org/press/press.shtml>). Ces communiqués portaient moins sur des événements institutionnels que sur les résultats du travail de l'Observatoire et sur ses conclusions. Tous les communiqués de presse ont été communiqués par télécopie et courrier électronique à plus de 1 200 journalistes dans toute l'UE.

Comme les années précédentes, l'Observatoire a publié des articles sur ses activités dans des magazines et des bulletins en Europe et a amélioré son image en se faisant introduire dans d'importants répertoires d'organisations internationales.

### Événements médiatiques

Le 11 octobre, l'OEDT a lancé son Rapport annuel 2000 lors d'une conférence de presse au service du porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles. Le directeur de l'OEDT, Georges Estievenart, a présenté les dernières conclusions aux «médias européens» basés à Bruxelles.

L'OEDT a distribué plus de 1 000 dossiers de presse dans toute l'Europe. Ils contenaient des communiqués de presse et le Rapport annuel dans les onze langues de l'UE. En 2000, l'OEDT a été plus loin que les années précédentes en produisant, en plus des deux principaux communiqués, deux communiqués spéciaux thématiques consacrés aux femmes consommatrices de drogues et aux traitements de substitution. Ainsi, quatre communiqués dans les onze langues de l'UE ont été diffusés à 1 240 journalistes. Les points focaux nationaux Reitox, le service du porte-parole, la Commission européenne et les bureaux du Parlement dans les États membres de l'UE ont contribué à une plus large diffusion de ces communications

et au suivi de la couverture et des contacts médiatiques. Le lancement a été filmé par le service audiovisuel de la Commission européenne pour une éventuelle diffusion sur les chaînes de télévision européennes intéressées. La chaîne Euronews a produit un programme spécial sur le travail de l'OEDT, qui a été retransmis durant toute la semaine suivant le lancement.

Comme pour les années précédentes, l'une des principales caractéristiques du lancement a été la publication du Rapport annuel et des communiqués de presse sur le site *web* de l'OEDT, offrant ainsi aux journalistes un accès rapide à ces documents. Ce jour-là, des services d'assistance étaient organisés à l'OEDT et dans les points focaux nationaux pour répondre aux questions des journalistes et donner des entretiens.

### Suivi des médias

Au cours de l'année 2000, l'OEDT a produit des revues de presse trimestrielles qui illustraient l'impact de ses communiqués de presse. Ces revues reprenaient également la liste des contacts avec la presse, des articles publiés par le personnel de l'OEDT dans des publications externes et des articles de comptes-rendus des publications de l'Observatoire.

Comme pour les années précédentes, l'Observatoire a également compilé une revue de presse sur le lancement de son Rapport annuel 2000, qui comporte environ 400 pages.

### Site *web* public de l'OEDT

---

Le site *web* public de l'OEDT, à l'adresse <http://www.emcdda.org>, est fondamental pour la stratégie de diffusion de l'Agence. Privilégier l'utilisation de la technologie Internet pour toucher les publics clés fait également partie intégrante du plan de réforme de l'Observatoire, et beaucoup de temps a été consacré à planifier des évolutions futures dans ce domaine.

Le site, qui a été largement redessiné et restructuré en 1999, acquiert de la notoriété dans le domaine de l'information. En mars 2000, lors de la remise des *Awards for European Information Sources 1999* de l'*European Information Association*, il a été nommé l'un des deux «titres recommandés» dans la catégorie des «Sources électroniques: sites *web* Internet».

L'une des principales réalisations en 2000 a été l'intégration d'une branche multilingue qui offre désormais un aperçu complet du travail de l'Observatoire dans toutes les langues officielles de l'UE. Sur le plan du contenu, une section détaillée sur les questions juridiques relatives aux drogues a également été introduite.

Dans le contexte de la publication en ligne du Rapport annuel, une nouvelle section a été ajoutée. Elle est mieux adaptée à l'outil Internet et offre des sources de données et des tableaux statistiques téléchargeables.

D'autres mesures ont également été prises pour améliorer les performances et la stabilité technique de ce service. Un deuxième site de téléchargement est désormais hébergé à l'extérieur de l'Observatoire pour garantir la stabilité et un trafic aisé aux périodes de pointe, par exemple lors du lancement du Rapport annuel. Les possibilités de promotion et de recherche se sont accrues grâce à une augmentation des balises méta dans les fichiers.

Le site public constitue l'interface générale d'où il est possible d'accéder à toute la gamme de produits et de bases de données en ligne de l'Observatoire. L'intégration visuelle du projet de bibliothèque virtuelle et de la banque d'instruments d'évaluation s'est achevée en 2000, et d'autres produits sont en voie d'intégration.

## L'intranet de l'OEDT

---

L'intranet de l'Observatoire s'est étendu et amélioré. Sa visibilité a été accrue, et il a désormais été adopté comme le moyen de communication interne privilégié. Dans chaque département, un correspondant de l'information est chargé de fournir des informations mises à jour et de contribuer au développement du réseau interne sous la responsabilité du chef de projet intranet.

## Documentation

---

### Centre de documentation et d'information (CDI)

En 2000, la collection de la documentation de l'OEDT s'est élargie. De nouveaux documents ont été répertoriés, classés et introduits dans le catalogue interne de la bibliothèque.

L'indexation de la collection documentaire a débuté afin de rendre la base de données de la bibliothèque pleinement fonctionnelle et d'offrir aux utilisateurs un meilleur accès aux informations. Toujours à cette fin, une liste des termes couvrant les domaines de travail de l'OEDT, organisée par thème, a été élaborée. Cet exercice fait partie d'un projet de terminologie plus vaste englobant la documentation et les publications.

Le domaine des «Bibliographies thématiques» a été étoffé par l'ajout d'une troisième bibliographie d'ouvrages scientifiques sur les «urgences non mortelles liées à la drogue».

### Développement de la «base de données bibliographique», la *Bibliodatabase*

La *Bibliodatabase*, le catalogue bibliographique en ligne disponible pour le personnel de l'OEDT, a été améliorée à l'aide d'un nouveau logiciel qui offre une interface plus conviviale et davantage de possibilités. Depuis 2000, deux chapitres — «EMCDDA reports» (Rapports OEDT) et «Thematic bibliographies» (Bibliographies thématiques) — sont accessibles au grand public par l'intermédiaire du site *web* public de l'OEDT.

### Services aux utilisateurs

Les demandes interne et externe de services aux utilisateurs n'a cessé d'augmenter. Le travail entrepris par le CDI en 2000 comprenait les actions suivantes:

- des recherches bibliographiques sur des bases de données internes et externes (y compris sur Internet et sur des CD-ROM spécialisés);
- le renforcement des contacts avec des organisations européennes et internationales pour obtenir et échanger des documents;
- des réponses promptes aux demandes d'information;

- des services de prêt et des prêts interbibliothèques;
- la présentation des activités de documentation aux groupes de visiteurs externes.

### **Activités de représentation et de partenariat**

En 2000, le personnel des services de documentation a participé à l'assemblée générale d'Eurolib et à la conférence annuelle d'Elisad. À la suite de ces réunions, l'OEDT prévoit d'introduire ses ressources documentaires dans le répertoire d'Eurolib par le biais du serveur Europa et de participer à des projets Elisad, tels que la passerelle thématique européenne sur Internet sur l'alcool et autres drogues.

## **Dialogue avec le citoyen européen**

---

L'OEDT mène une politique active dans le domaine de l'information publique et reçoit un nombre croissant de demandes d'information sur son travail et ses conclusions. En 2000, le service chargé de ce travail a veillé essentiellement à assurer une réponse rapide et de haute qualité, à garantir la capacité de réponse adaptée aux besoins du public et à mettre en œuvre le code de bonne conduite administrative pour les fonctionnaires dans leurs relations avec le public, code qui a été adopté par l'Observatoire en janvier, à la suite d'une recommandation du médiateur européen en 1999.

## **Technologies de l'information**

---

### **Réseau électronique commun OEDT-Reitox**

Le réseau électronique commun OEDT-Reitox, établi grâce à un financement du programme d'échange télématique de données entre administrations dans la Communauté (IDA) de la Commission européenne, a été utilisé de façon croissante par la communauté Reitox (OEDT et points focaux nationaux) pour diffuser et échanger des informations et promouvoir la compréhension et la transparence au sein du réseau (voir chapitre 3).

En 2000, un groupe d'experts, composé de membres de l'OEDT et des PFN, a été formé pour débattre du développement de ce réseau dans le cadre du programme IDA II. La présentation du projet à la Commission européenne a été reportée en 2001 pour que les décisions finales de la réforme interne puissent être prises en compte.

### **Consolidation de l'environnement informatique de l'OEDT**

En 2000, de nouveaux équipements (notamment des PC et des serveurs), divers logiciels et des licences ont été acquis, et des contrats de maintenance pour les services informatiques ont été établis ou renouvelés. Une partie de ces investissements vise à maintenir un environnement informatique mis à jour nécessaire au travail quotidien du personnel de l'OEDT, qui bénéficiait toujours d'un support technique permanent du service d'assistance interne.

L'autre partie de ces investissements concerne la création d'un environnement informatique nécessaire aux différents systèmes d'informations et bases de données de l'Observatoire (notamment EDDRA et le site Reitox). Il s'agissait notamment

d'intégrer une cloison pare-feu de grande capacité pour assurer la sécurité lors de l'échange de données entre l'OEDT et Internet. Une ligne de télécommunication spécialisée (largeur de bande de 256 Kbits/s) entre l'OEDT et le réseau TESTA II (un réseau de communication de données transeuropéen qui relie les institutions européennes, les agences et les États membres) a également été installée. Simultanément, la capacité de la ligne de télécommunication actuelle reliant l'OEDT à Internet est passée à une largeur de bande de 256 Kbits/s. L'augmentation de la capacité de la connexion Internet a amélioré l'accès au site *web* public de l'OEDT et au site *web* du Reitox (tous deux hébergés à l'Observatoire) pour les utilisateurs internes et externes. Le site *web* [fad.phare.org](http://fad.phare.org) a été transféré dans l'environnement informatique de l'Observatoire.

En avril, la Cour des comptes européenne a réalisé un premier audit sur l'environnement des technologies de l'information (TI) ainsi que sur le système logiciel de gestion budgétaire et comptable (SI2) de l'OEDT. Le système SI2 a été configuré pour permettre au contrôleur financier de l'OEDT à Bruxelles (Commission européenne) de consulter la base de données par le biais d'une ligne de télécommunication spéciale.

En novembre, un groupe de travail sur la stratégie des technologies de l'information a été constitué pour débattre du rôle et de la position de l'informatique dans la stratégie globale de l'OEDT. Ce groupe est composé de certains membres de l'Observatoire et de participants externes (notamment des représentants de la Commission européenne et des PFN).

### Conseils et participation aux projets

Les membres de l'équipe informatique ont continué à jouer un rôle important en tant qu'administrateurs de projets et/ou conseillers techniques pour de nombreux projets de l'OEDT impliquant un développement logiciel ou en tant que consultants pour des projets relatifs à l'infrastructure informatique. Ces projets concernent notamment:

- le système d'information pour les échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues (EDDRA) (voir chapitre 2);
- le système d'information sur les activités de formation dans le domaine de la réduction de la demande (ISTRA);
- la banque d'instruments d'évaluation (BIE) (voir chapitre 2);
- le système budgétaire et financier (SI2);
- le site *web* public de l'OEDT;
- le site *web* du Reitox;
- l'intranet de l'OEDT;
- l'interface *web* du catalogue de la bibliothèque de l'Observatoire;
- le système de la «bibliothèque virtuelle»;
- le développement d'une base de données juridique européenne sur les drogues (ELDD);
- le système de gestion du courrier de l'Observatoire (Adonis);
- TESTA et TESTA II;
- le système d'horaire flexible (Teleponto);
- le système d'information sur le stock (ELS);
- la préparation du système d'information épidémiologique;
- IDA II;
- le site *web* et le réseau européen de recherche qualitative en matière de drogues (<http://www.qed.org.uk>).

## Principales réunions organisées par l'OEDT, 2000 Stratégies d'information et moyens de communication

Date	Lieu	Événement
<b>Relations avec les médias</b>		
11 octobre	Bruxelles	Lancement du <i>Rapport annuel 2000 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne</i> , service du porte-parole de la Commission européenne

## Principales réunions auxquelles a participé l'OEDT, 2000 Stratégies d'information et moyens de communication

Date	Lieu	Événement
<b>Documentation</b>		
16-17 octobre	Thessalonique	Réunion transitoire Eurolib, Cedefop
9-11 novembre	Prague	12 <sup>e</sup> réunion annuelle Elisad: <i>Linking together</i> , Institut national de la santé publique
<b>Publications et site web</b>		
20 janvier	Luxembourg	Réunion avec ERIN sur le projet de site web
5 juillet	Dublin	Visite de travail à l'agence de l'UE, la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail
13 septembre	Luxembourg	Réunion avec ERIN sur le projet de site web
17-20 octobre	Francfort	Foire du livre de Francfort
5-7 décembre	Londres	<i>Online Information 2000</i>
<b>Technologies de l'information</b>		
12-13 janvier	Bruxelles	Réunion du groupe d'utilisateurs IDA/TESTA et réunion du groupe inter-service IDA
16-17 février	Bruxelles	Travaux dirigés IDA/TESTA et atelier sur la technologie de commutation de balises MPLS
18 février	Bruxelles	SI2: réunion du comité de pilotage CSS
23-28 février	Hanovre	Foire CeBIT — Exposition européenne pour les professionnels de l'informatique

14-16 juin	Bruxelles	Réunion d'étude de faisabilité sur SI2 dans le cadre de TESTA II
27-29 juin	Bruxelles	Réunion TESTA et réunion du comité de pilotage CSS SI2
17-18 juillet	Bruxelles	Préparation du projet IDA OEDT-Reitox II
27 juillet	Luxembourg	SI2: échange d'informations sur les produits <i>Business Objects</i>
25-29 septembre	Bruxelles	SI2: formation en <i>Business Objects</i>
9-10 novembre	Bruxelles	SI2: réunion du comité de pilotage
21 novembre	Lisbonne	Réunion du groupe de travail sur la stratégie des technologies de l'information
23 novembre	Bruxelles	Réunion IDA d'experts nationaux sur les portails

### Articles publiés, 2000

#### Stratégies d'information et moyens de communication

##### Relations avec les médias

Robertson, K., «EU drugs agency presents new website», *The Parliament Magazine*, 17 janvier 2000, p. 16.

Robertson, K., «Presentation of the publications programme of the European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA)», *European Union Publishers' Forum Newsletter*, n° 1, 2000, p. 8-9.

Robertson, K., «Une source d'informations fiable — L'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies», *L'Europe sans frontières*, n° 3, 2000, supplément p. 1-2, Commission européenne.





# Chapitre 6

## Administration, finances et logistique

---

**À la suite des conclusions de l'évaluation externe de l'OEDT réalisée au cours du second semestre de 1999 <sup>(3)</sup>, l'attention s'est essentiellement portée sur la réforme, ce qui a donné lieu à un plan de réforme, préparé par le directeur de l'OEDT et adopté par le conseil d'administration de l'OEDT en septembre 2000.**

**Ce plan vise à réformer la structure interne et les méthodes de travail de l'OEDT. Il définit notamment l'approche de l'OEDT envers la gestion de la qualité, une planification par projets, une gestion et une élaboration du budget par activités, et détermine les grandes lignes de la politique de ressources humaines de l'OEDT pour les années à venir.**

---

<sup>(3)</sup> Les consultants en gestion de Deloitte & Touche se sont vu confier l'évaluation externe de l'Observatoire en juillet 1999 à la suite d'un appel d'offres lancé par la Commission européenne au début de l'année.

## Administration

### Personnel de l'OEDT

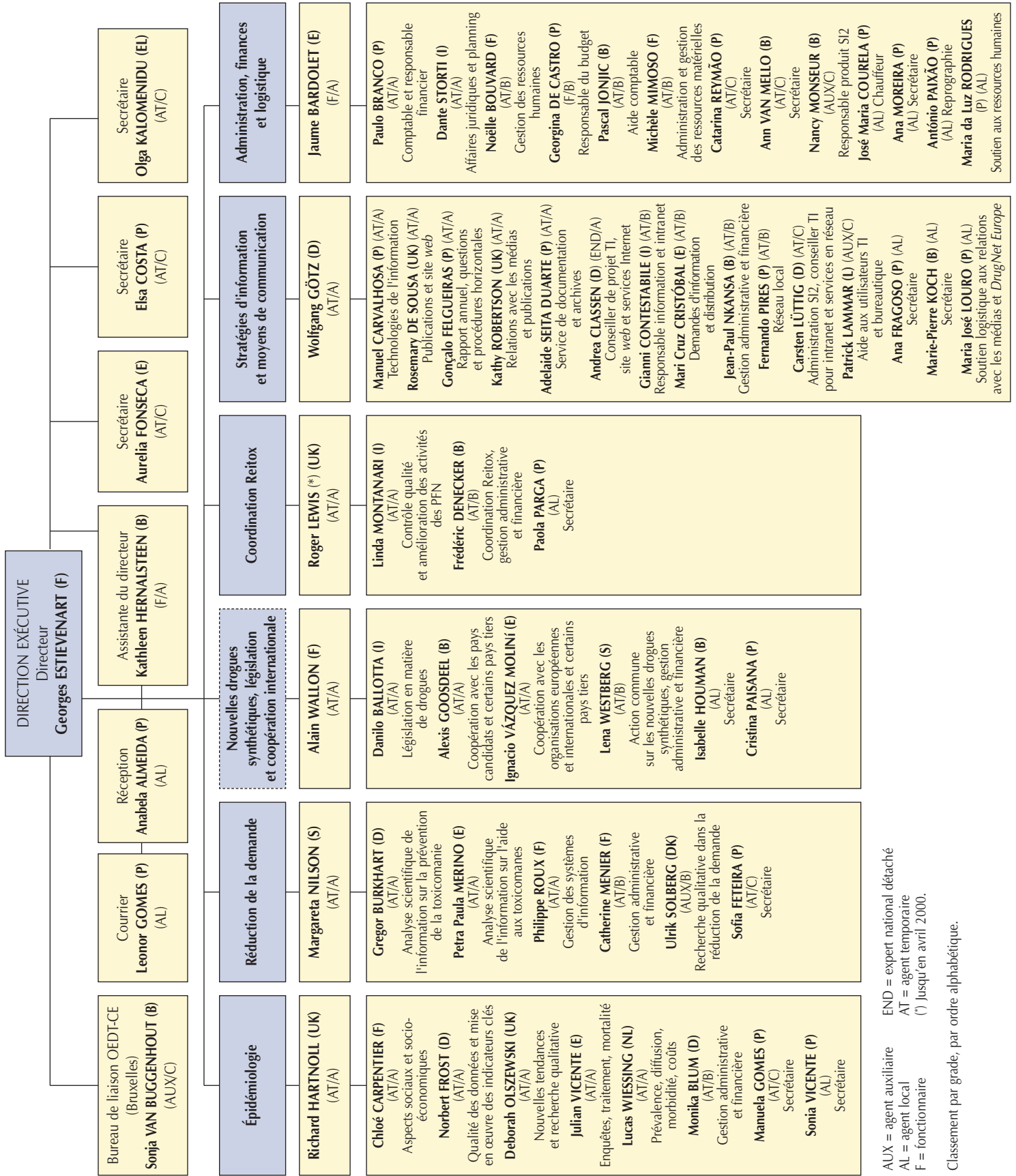
Trois nouveaux postes ont été créés dans le cadre du budget 2000: un poste de niveau A7/A6, un poste de niveau B5/B4 et un poste de niveau C5/C4. À la fin de 2000, un total de 52 membres statutaires du personnel (3 fonctionnaires de l'Union européenne, 44 agents temporaires, 4 agents auxiliaires et 1 expert national détaché) étaient employés à l'OEDT ainsi que 13 agents locaux. Le tableau figurant ci-après indique la nationalité, le statut et le grade des membres du personnel.

Les employés de l'OEDT partagent le même statut que leurs collègues d'autres agences communautaires et sont soumis au statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi qu'au régime applicable aux autres agents.

### Répartition du personnel de l'OEDT par nationalité, statut et grade

Nationalité	Fonctionnaire de l'UE			Personnel temporaire			Personnel auxiliaire			Expert national détaché			Agent local	Total
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C		
Belgique	1			1	3	2			2				2	11
Danemark								1						1
Allemagne				3	1	1				1				6
Grèce						1								1
Espagne	1			3	1	1								6
France				4	3									7
Irlande														0
Italie				3	1									4
Luxembourg									1					1
Pays-Bas				1										1
Autriche														0
Portugal		1		4	1	4							11	21
Finlande														0
Suède				1	1									2
Royaume-Uni				4										4
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>24</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>65</b>

**Organigramme OEDT 2000**



AUX = agent auxiliaire  
AL = agent local  
F = fonctionnaire  
END = expert national détaché  
AT = agent temporaire  
(\*) Jusqu'en avril 2000.  
Classement par grade, par ordre alphabétique.

## Décisions clés

En 2000, les décisions financières clés prises par le conseil d'administration de l'OEDT étaient les suivantes:

- une décision de donner décharge au directeur pour la mise en œuvre du budget 1998;
- l'adoption du budget 2000 de 8,25 millions d'euros;
- l'adoption de l'avant-projet de budget 2001 de l'OEDT de 8,75 millions d'euros.

## Budget 2000 de l'OEDT

Les données budgétaires pour 2000 sont présentées dans les tableaux suivants:

### Dispositions budgétaires et crédits, 2000

Titre	Description	EUR
<b>1. Dépenses relatives aux personnes travaillant pour l'Observatoire</b>		
• Personnel en activité		3 777 000
• Missions et voyages d'affaires		230 000
• Autres dépenses liées au personnel (infrastructure socio-médicale, échange de fonctionnaires, etc.)		58 000
	<b>Total sous le titre 1</b>	<b>4 065 000</b>
<b>2. Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement</b>		
• Investissement en biens immobiliers, location de bâtiments et frais y afférents		175 000
• Traitement de données		200 000
• Biens mobiliers et frais y afférents		250 000
• Dépenses administratives courantes		113 000
• Frais de port et télécommunications		127 000
• Réunions statutaires		170 000
	<b>Total sous le titre 2</b>	<b>1 035 000</b>
<b>3. Dépenses résultant de fonctions spéciales assurées par l'institution</b>		
• Dépenses pour des réunions officielles et autres		235 000
• Études, enquêtes, consultations		470 000
• Publications		725 000
• Réseau européen d'information sur les drogues et les toxicomanies, Reitox		1 720 000
	<b>Total sous le titre 3</b>	<b>3 150 000</b>
	<b>Total du budget de base</b>	<b>8 250 000</b>
<b>4. Dépenses liées à d'autres subventions</b>		
• Financement par la CE de projets spécifiques		p.m.
• Financement par Phare de la mise en œuvre de la stratégie de préadhésion		p.m.
<b>10. Autres dépenses (réserve)</b>		<b>0</b>
	<b>Budget total</b>	<b>8 250 000</b>

### Exécution du budget: utilisation des crédits, 2000 (engagements)

Titre	Description	Utilisation des crédits disponibles (%)
<b>1.</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
	• Salaires, indemnités, missions, etc.	98
<b>2.</b>	<b>Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement</b>	99
<b>3.</b>	<b>Dépenses opérationnelles</b>	95
<b>4.</b>	<b>Dépenses liées à d'autres subventions</b>	0
	<b>Utilisation totale (titres 1, 2, 3 et 4)</b>	<b>97</b>

#### Bilan de l'OEDT pour les exercices 1999 et 1998: actif

	(1 000 EUR)	
Actif	1999	1998
<b>Immobilisations</b>		
• Immobilisations	3 603	3 518
Sous-total	3 603	3 518
<b>Stocks</b>		
• Fournitures de bureau	17	29
Sous-total	17	29
<b>Actif circulant</b>		
• Subvention de la Commission	0	570
• Bourses spécifiques	265	0
• TVA à récupérer	3	4
• Débiteurs divers	37	403
• Paiements sur subventions spécifiques	1	10
Sous-total	306	987
<b>Comptes de trésorerie</b>		
• Banque	4 276	3 230
• Régie d'avance	49	527
• Virements en cours	- 20	- 47
Sous-total	4 305	3 710
<b>Total actif</b>	<b>8 231</b>	<b>8 244</b>

#### Bilan de l'OEDT pour les exercices 1999 et 1998: passif

	(1 000 EUR)	
Passif	1999	1998
<b>Capitaux permanents</b>		
• Capitaux propres <sup>(4)</sup>	3 620	3 547
• Solde de l'exercice	1 617	1 287
Sous-total	5 237	4 834
<b>Passif exigible</b>		
• Subvention de la Commission	0	570
• Bourses spécifiques	265	0
• TVA à récupérer	3	4
• Crédoeurs divers	150	405
• Reports automatiques de crédits	2 133	2 112
• Reports non automatiques de crédits	280	280
• Comptes de réutilisation	163	39
Sous-total	2 994	3 410
<b>Total passif</b>	<b>8 231</b>	<b>8 244</b>

<sup>(4)</sup> Le montant correspond à celui des immobilisations et des stocks, à l'exclusion du réaménagement du bâtiment (environ 1 million d'euros).

## Résultats

### Compte de gestion des exercices 1999 et 1998

	(1 000 EUR)	
	1999	1998
<b>Recettes</b>		
• Subvention de la CE	8 156	9 695
• Recettes diverses	0	277
<b>Total recettes</b>	<b>8 156</b>	<b>9 972</b>
<b>Dépenses</b>		
• Titre I — Dépenses de personnel		
— Paiements	3 367	2 751
— Reports automatiques de crédits	59	138
• Titre II — Immeubles, matériel et dépenses administratives diverses		
— Paiements	637	805
— Reports automatiques de crédits	240	430
— Reports non automatiques de crédits	205	0
• Titre III — Dépenses opérationnelles		
— Paiements	1 569	1 305
— Reports automatiques de crédits	1 833	1 544
— Reports non automatiques de crédits	75	280
<b>Total dépenses</b>	<b>7 985</b>	<b>7 253</b>
<b>Résultat de l'exercice financier</b>		
• Résultat budgétaire	171	2 719
• Crédits annulés	159	137
• Solde reporté de l'exercice précédent	1 287	- 1 569
<b>Solde de l'exercice financier</b>	<b>1 617</b>	<b>1 287</b>

# Chapitre 7

## Les organes statutaires de l'OEDT

---

**Les organes statutaires de l'OEDT sont le conseil d'administration, le bureau du conseil d'administration et le comité scientifique, qui se sont tous réunis en 2000. Un résumé des décisions adoptées et des principaux points soulevés lors de ces réunions est présenté aux pages suivantes.**

## Conseil d'administration

---

Le conseil d'administration est le principal organisme de décision de l'OEDT. Il se réunit au moins une fois par an et est constitué d'un représentant de chaque État membre de l'Union européenne, de deux représentants de la Commission européenne et de deux personnes hautement qualifiées dans le domaine des drogues, désignées par le Parlement européen.

En 2000, le conseil d'administration s'est réuni trois fois à Lisbonne. Outre les points habituels de son ordre du jour, tels que l'adoption du programme de travail annuel et du budget, il a approuvé les perspectives et objectifs à moyen terme de l'Observatoire ainsi qu'un plan de réforme interne, tous deux élaborés à la suite de l'évaluation externe de l'OEDT. Le comité s'est réuni à ces trois occasions sous la présidence de Franz J. Bindert (Allemagne).

### Réunions du conseil d'administration en 2000

Lors de sa 18<sup>e</sup> réunion à Lisbonne du 12 au 14 janvier, le conseil d'administration a notamment adopté: le programme de travail 2000, le *Rapport général d'activités 1999*, un budget de 8,25 millions d'euros pour 2000 et un avant-projet de budget de 8,75 millions d'euros pour 2001. Dans le cadre de la mise en œuvre du système d'information juridique, il a également décidé de lancer une étude sur les traitements de substitution. Il a donné décharge au directeur pour la mise en œuvre du budget 1998 et a décidé de reporter 279 564 euros du budget 1999 au budget 2000. Il a en outre adopté un document sur les relations avec les organisations internationales et chargé le directeur d'élaborer un code de bonne conduite administrative pour les fonctionnaires dans leurs relations avec le public.

Hormis ces décisions, le conseil d'administration a examiné la question de l'adhésion des pays candidats et de la stratégie «médias» de l'OEDT.

Lors de sa 19<sup>e</sup> réunion, le 3 mars, le conseil d'administration a étudié en détail le rapport dressé par des consultants externes concernant les activités de l'OEDT. Il a pris plusieurs décisions afin d'améliorer les méthodes de travail et l'organisation du conseil. Il a invité le directeur à présenter des propositions concrètes pour réorganiser la structure interne et à mener une analyse fondamentale sur les manières d'améliorer l'utilisation du réseau ainsi que l'organisation et l'assistance des points focaux nationaux. Le conseil a également décidé de mettre sur pied un petit groupe de travail pour proposer des solutions aux problèmes structurels et internes posés par le prochain élargissement de l'OEDT.

Au cours de sa 20<sup>e</sup> réunion, du 6 au 8 septembre, le conseil d'administration a adopté son nouveau règlement intérieur, les perspectives et objectifs à moyen terme de l'Observatoire, le plan de réforme interne et un document sur la stratégie d'élargissement.

Outre ces décisions, le conseil a également discuté du programme de travail 2001-2003, du programme de travail 2001, des rapports fournis au Pnucid et de l'intérêt de l'Islande à participer aux activités de l'OEDT.

### Bureau

Le bureau du conseil d'administration se réunit cinq à six semaines avant chaque réunion du conseil d'administration pour préparer l'ordre du jour de ce dernier en consultation avec le directeur. En vertu de l'article 2 du règlement intérieur du



conseil d'administration, le bureau peut également, entre deux réunions du conseil d'administration et en consultation avec le directeur, prendre à l'unanimité des décisions urgentes ou nécessaires à la gestion de l'Observatoire, sous réserve d'une ratification par le conseil d'administration lors de la réunion suivante. En 2000, le bureau s'est réuni deux fois à Lisbonne et cinq fois à Bruxelles <sup>(5)</sup>.

### Réunions du bureau en 2000

Pendant l'année, les questions suivantes ont été évoquées par le bureau: l'évaluation externe de l'Observatoire et le travail du groupe de pilotage spécial de l'OEDT établi pour accompagner les évaluateurs, les limitations et la pertinence du siège actuel de l'OEDT, le lancement du Rapport annuel 2000 et le calendrier de la production du Rapport annuel 2001.

## Comité scientifique

Le comité scientifique est un organe consultatif qui assiste le conseil d'administration et l'OEDT en émettant des avis et des recommandations dans le domaine scientifique. Il est constitué d'un représentant de chaque État membre de l'Union européenne, bien que le conseil d'administration puisse élire six autres membres maximum, et est convoqué par son président au moins une fois par an.

En 2000, le comité scientifique s'est réuni quatre fois à Lisbonne. Deux réunions régulières et deux réunions étendues se sont tenues dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques. Le comité s'est réuni à ces quatre occasions sous la présidence de Desmond Corrigan (Irlande).

### Réunions du comité scientifique en 2000

Lors de la 13<sup>e</sup> réunion du comité scientifique de l'OEDT, les 16 et 17 mars, les conclusions de deux exercices d'évaluation réalisés en 1999 ont été examinées en profondeur. Il s'agissait de l'évaluation externe de l'OEDT et d'une étude d'évaluation technique sur les mécanismes destinés à mettre en œuvre l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques, menée par le point focal national belge.

À la suite de ces deux exercices, le comité a formulé des avis officiels comportant plusieurs recommandations opérationnelles pour améliorer son travail, y compris la création de sous-comités à thèmes. Les sous-comités sur les indicateurs de qualité pour les études de réduction de la demande et d'épidémiologie se sont également réunis. Ils ont notamment discuté de critères scientifiques concrets pour les projets et les rapports et ont souligné l'importance de publier des articles dans des revues scientifiques reconnues par le milieu. Le comité a accepté la proposition du groupe de pilotage sur les nouvelles drogues synthétiques qui souhaitait voir son nom remplacé par «sous-comité sur l'évaluation des risques» pour des raisons de cohérence. Par ailleurs, il a débattu des conclusions de la réunion du sous-comité sur l'élaboration des lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques (voir ci-après). Lors de la réunion, des informations mises à jour sur le GHB et la kétamine et sur le suivi du rapport d'évaluation des risques du 4-MTA ont été présentées.

Les 25 et 26 septembre, un comité scientifique élargi de l'OEDT s'est réuni pour évaluer les risques du GHB et de la kétamine. Ces réunions spéciales d'évaluation

<sup>(5)</sup> 10 janvier (Bruxelles); 21 février (Bruxelles); 3 mars (Lisbonne); 29-30 juin (Bruxelles); 28 juillet (Bruxelles); 6 septembre (Lisbonne); 27 novembre (Bruxelles).

des risques ont bénéficié de la participation de membres du comité scientifique, d'autres experts des États membres et de représentants de la Commission européenne, de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (EMA) et d'Europol. Les tâches du comité élargi consistaient à évaluer les risques sociaux et sanitaires ainsi que les conséquences possibles de la prohibition de ces substances. Les réunions ont abouti à l'adoption des rapports d'évaluation des risques du GHB et de la kétamine. Le 13 octobre, ces rapports ont été soumis au Conseil de l'UE et à la Commission européenne, pour examen, en vertu de l'article 5 de l'action commune (voir chapitre 4).

La 14<sup>e</sup> réunion du comité scientifique de l'OEDT, les 11 et 12 décembre, visait à analyser, à débattre et à adopter un avis concernant les programmes de travail (projet 2001-2003 et 2001 de l'OEDT). Le comité scientifique a largement soutenu l'idée de continuer à promouvoir l'OEDT en tant que «centre d'excellence» parmi les experts en drogue, les chercheurs et les médecins par la fourniture d'informations d'un niveau scientifique élevé. Le comité scientifique a également examiné, débattu et approuvé officiellement les projets de lignes directrices et d'instruments techniques recommandés pour la mise en œuvre des cinq indicateurs épidémiologiques clés par les États membres. Le comité recommandait notamment que ces indicateurs soient mis en place à grande échelle dans l'UE. Autres questions abordées: les perspectives à moyen terme de l'Observatoire et le plan de réforme interne de l'OEDT ainsi que ses effets sur le comité scientifique. Ce dernier a également commenté le Rapport annuel 2000 de l'Observatoire. Enfin, il a reçu des informations mises à jour sur le suivi des rapports d'évaluation des risques du GHB et de la kétamine.

### **Réunions du sous-comité sur l'évaluation des risques**

Le sous-comité du comité scientifique sur l'évaluation des risques, formé en 1997 pour préparer la procédure d'évaluation des risques dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques, s'est réuni cinq fois au cours de l'année 2000 (voir aussi chapitre 4) <sup>(6)</sup>.

Le 16 mars, le sous-comité sur l'évaluation des risques a développé ses lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques. Dans ce domaine, des progrès ont été réalisés concernant la procédure de pondération et de notation des critères par l'utilisation d'un tableau de notation. Le sous-comité a recommandé que le MDMA serve de substance de référence pour valider cet instrument de notation. Dans cette perspective, l'Observatoire a reçu pour recommandation de mener une étude pour préparer les annexes techniques appropriées des lignes directrices sur le MDMA. Les résultats de l'action visant à compiler une liste restreinte des laboratoires capables d'effectuer des tests de toxicité dans l'UE, proposée lors de la réunion d'évaluation des risques du MBDB les 9 et 10 novembre 1998, ont également été présentés.

Les 13 et 14 juillet, une réunion d'experts techniques en pharmacotoxicologie du GHB et de la kétamine a été organisée à l'OEDT et a réuni des experts et des membres du sous-comité sur l'évaluation des risques. Une revue de la littérature scientifique sur ces substances a été présentée.

La réunion du 24 septembre a servi à préparer les réunions du comité scientifique élargi sur le GHB et la kétamine et celle du 26 septembre à parachever les rapports d'évaluation des risques du GHB et de la kétamine dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques.

<sup>(6)</sup> 16 mars, 13-14 juillet, 24 et 26 septembre.

# Chapitre 8

## L'OEDT et ses partenaires

**Depuis sa création, l'OEDT a développé des partenariats avec un large éventail d'organisations tant au sein de l'Union européenne qu'en dehors de celle-ci. En 2000, l'Observatoire a poursuivi la coopération existante et établi des liens avec de nouveaux organismes et de nouvelles régions.**

**Le directeur exécutif, Georges Estievenart, a signé des mémorandums d'entente avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des États américains (CICAD-OEA). Ceux-ci sont venus s'ajouter aux mémorandums déjà signés et mis en œuvre avec le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid) et le groupe Pompidou du Conseil de l'Europe. Des contacts ont également été noués avec Europol, Interpol et l'Organisation mondiale des douanes (OMD), en vue de convenir du contenu d'autres mémorandums d'entente.**

**L'Observatoire a reçu de nombreuses visites d'institutions de pays tiers tels que la Bolivie, le Japon et le Mexique et d'autres organismes internationaux, dont l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). Ce fut un grand honneur pour l'OEDT de recevoir la visite de leurs Altesses Royales le grand-duc et la grande-duchesse de Luxembourg.**

**La conférence ministérielle du groupe Pompidou fut l'occasion pour les ministres de différents pays candidats, tels que la Hongrie, la Pologne et la Turquie, de visiter l'Observatoire. Ces visites ont permis de débattre plus en profondeur de la participation future des pays candidats aux activités de l'Observatoire.**

## **Aperçu de la corrélation entre les activités décrites dans ce chapitre et les objectifs prioritaires du programme de travail 1998-2000**

---

### **Objectif prioritaire n° 5**

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et activités de l'UE, en évitant les doubles emplois

**Coopération avec des organismes et institutions de l'Union européenne**

**Coopération avec des partenaires européens et internationaux**

**Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO)**

**Développement de la coopération avec les pays tiers**

## Coopération avec des organismes et institutions de l'Union européenne

---

### **Parlement européen**

En 2000, l'OEDT a suivi des débats au Parlement européen concernant le phénomène de la drogue dans l'UE. En octobre, l'Observatoire a présenté son plan de réforme et ses perspectives à moyen terme à la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures, qui leur a réservé un bon accueil. Le Rapport annuel 2000 y a également fait l'objet d'une présentation spéciale avant son lancement officiel le 11 octobre.

### **Conseil de l'Union européenne**

En 2000, l'OEDT a participé en tant qu'organe expert, aux côtés d'Europol, à toutes les réunions du groupe horizontal «Drogues» (GHD) du Conseil de l'Union européenne. Au cours de la présidence portugaise, l'Observatoire a joué, avec la Commission et Europol, un rôle actif dans la préparation du plan d'action anti-drogue de l'UE (2000-2004). L'OEDT a assisté à de nombreuses réunions, en particulier sur la prévention des délits liés à la drogue, organisées au Portugal sous les auspices de la présidence de l'UE. L'Observatoire était également présent à la réunion de haut niveau de Lisbonne pour le lancement du mécanisme de coordination et de coopération entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes dans le cadre du plan d'action approuvé au sommet de Rio en juin 1999.

À la demande de la présidence française de l'UE, l'OEDT a présenté au GHD l'état d'avancement de ses projets de définitions et de lignes directrices destinées à mettre en œuvre les cinq indicateurs épidémiologiques clés dans les États membres. L'OEDT a également participé aux réunions ad hoc du GHD destinées à analyser la proposition française de mettre en réseau les structures existantes, notamment les points focaux nationaux Reitox, pour améliorer la collecte d'informations et l'évaluation de nouveaux comportements et tendances en matière d'usage de drogues et des risques y afférents. À ce propos, l'Observatoire a participé activement au séminaire européen organisé à Paris, les 23 et 24 novembre, sous les auspices de la présidence française. Comme l'exigeait le règlement de

L'Observatoire, un projet de programme de travail triennal de l'OEDT 2001-2003 a été soumis à l'avis du Conseil et de la Commission avant son adoption par le conseil d'administration de l'Observatoire.

### Commission européenne

La coopération avec diverses unités de la Commission européenne s'est intensifiée, en particulier avec la direction générale de la justice et des affaires intérieures.

Cette coopération est mise en valeur tout au long de ce rapport, sous le domaine d'activité approprié.

Direction générale de la justice et des affaires intérieures: coopération dans la préparation et le lancement du Rapport annuel 2000.

Service du porte-parole de la Commission européenne: accueil de la conférence de presse et du lancement médiatique du Rapport annuel 2000 (voir chapitre 5).

Direction générale des entreprises: programme d'échange électronique de données entre administrations dans la Communauté (IDA) (voir chapitre 5).

Direction générale de la santé et de la protection du consommateur: programme pour la prévention de la toxicomanie (voir chapitre 2).

Direction générale de la recherche: l'Observatoire a reçu un financement dans le cadre du programme de recherche socio-économique finalisée (RSEF) de la Commission européenne pour plusieurs projets dans le domaine de l'épidémiologie (voir chapitre 1).

Eurostat: l'OEDT a coopéré étroitement sur le thème des décès liés à la drogue (voir chapitre 1).

### Agences de l'Union européenne

L'OEDT a participé à plusieurs réunions des agences décentralisées de l'UE et à des débats sur l'incidence de la participation future des PECO candidats à leur travail.

## Coopération avec des partenaires européens et internationaux

### Groupe de coopération du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre l'abus et le trafic illégitime de stupéfiants (groupe Pompidou)

À la suite de l'application du mémorandum d'entente signé le 28 septembre 1999 entre le Conseil de l'Europe (groupe Pompidou) et l'Observatoire, l'OEDT a participé aux 45<sup>e</sup>, 46<sup>e</sup> et 47<sup>e</sup> réunions des correspondants permanents. Il a également participé à la conférence ministérielle de Sintra, les 12 et 13 octobre 2000. À cette occasion, il a inséré dans les dossiers distribués aux participants le document «Reviewing legal aspects of substitution treatment at international level» («Revue des aspects juridiques des traitements de substitution au niveau international»). Outre ces activités, d'autres projets communs sont en cours de discussion, notamment un projet sur les problèmes spécifiques des femmes consommatrices de drogues et une étude sur les coûts sociaux.

## **Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid)**

L'OEDT a participé à la dernière commission des stupéfiants organisée à Vienne du 6 au 10 mars 2000. Préalablement à cette commission, une réunion, rassemblant des représentants de la plupart des organisations internationales et pays intéressés, a été organisée au siège de l'OEDT en vue d'identifier un ensemble clé d'indicateurs harmonisés dans le domaine de l'épidémiologie. Les résultats de cette réunion ont été soumis à la commission des stupéfiants dans le document intitulé «Lisbon Consensus Document» («Document consensuel de Lisbonne»). Plusieurs questions d'intérêt commun ont été identifiées, dont la création future d'un système d'informations juridiques commun, l'identification de critères pour éviter le chevauchement et le double emploi dans l'élaboration de rapports nationaux et la mise en œuvre des principaux éléments du document susmentionné.

## **Organisation mondiale de la santé (OMS)**

À la fin du mois de mars, le mémorandum d'entente entre les deux organisations a été signé par le biais d'un échange de lettres entre M. Marc Danzon, directeur du bureau régional de l'OMS pour l'Europe, et M. Georges Estievenart, directeur exécutif de l'OEDT. Des discussions préliminaires ont eu lieu afin d'identifier des projets communs pour sa mise en œuvre ultérieure. Parmi les différentes possibilités, citons un projet commun concernant l'abus de drogues en milieu carcéral.

## **Office européen de police (Europol)**

La coopération entre l'OEDT et Europol a été renforcée en 2000 en raison du rôle qu'ils partagent dans l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques (voir chapitre 4).

## **Organisation internationale de police criminelle (Interpol)**

Des discussions préliminaires entre les dirigeants des deux organisations (OEDT et Interpol) ont abouti à l'élaboration d'un mémorandum d'entente. Un document identifiant des activités éventuelles communes a également été rédigé et devait être approuvé par le conseil d'administration au début de l'année 2001, avant l'approbation définitive par l'assemblée générale d'Interpol. L'OEDT a participé en tant qu'observateur à la dernière assemblée générale d'Interpol, à Rhodes, du 30 octobre au 4 novembre.

## **Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)**

L'OEDT a participé en tant qu'observateur à la 28<sup>e</sup> réunion régulière de la CICAD organisée à Port-of-Spain du 24 au 26 octobre, à la suite de la signature du mémorandum d'entente conclu entre ces deux organisations par le biais d'un échange de lettres en juillet. L'OEDT a également participé à la 27<sup>e</sup> réunion régulière de la CICAD, qui s'est tenue à Washington du 1<sup>er</sup> au 3 mai 2000. Dans le cadre de cette réunion, des membres de la CICAD qui participaient à la préparation du «Document consensuel de Lisbonne» ont rencontré des membres du personnel de l'OEDT pour débattre du contenu général du futur mémorandum d'entente.

## **Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)**

L'OEDT a participé à plusieurs réunions du GAFI ainsi qu'à un atelier technique sur l'estimation des recettes issues du trafic de drogues.

## Groupe de Dublin

Le groupe de Dublin est un organisme de coordination et de consultation informel et souple qui traite de problèmes mondiaux, régionaux et de problèmes spécifiques à un ou plusieurs pays en matière de trafic illicite et de demande de stupéfiants. Outre les États membres de l'UE, les participants comptaient les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon et la Norvège. Lors de la réunion du groupe de Dublin les 29 et 30 juin à Bruxelles, l'OEDT a été invité à présenter un aperçu de ses activités. La présidence a proposé à l'OEDT d'assister aux prochaines réunions du groupe de Dublin lorsque des sujets spécifiques liés aux activités de l'Observatoire seraient traités.

## Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO)

---

### Stratégie renforcée de préadhésion

Conformément aux termes de la stratégie renforcée de préadhésion préparant l'adhésion des pays candidats à l'UE, le Conseil européen de Luxembourg a décidé d'autoriser ces pays à participer à certains programmes communautaires et aux activités de certaines agences européennes. La priorité a été accordée à l'OEDT et à l'Agence européenne pour l'environnement de Copenhague.

Pendant l'année, l'OEDT et la Commission ont rédigé la proposition d'un projet d'assistance technique qui serait financé par le programme Phare, pour préparer les PECO candidats à participer aux activités de l'Observatoire. Ce projet devrait débuter en février 2001.

À cette fin, le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 28 septembre, une modification du règlement fondateur de l'OEDT, permettant ainsi à l'Observatoire d'apporter une assistance technique aux pays candidats et aux pays éligibles pour le programme Phare. Cette modification avait été approuvée par le Parlement européen en juin.

L'OEDT a fait l'objet de plusieurs visites officielles en 2000, ce qui démontre l'intérêt marqué des pays candidats pour les activités de l'Observatoire. À la fin de 2000, un premier contact avait été établi avec tous les pays candidats en vue de leur future participation aux activités de l'OEDT, et certains d'entre eux avaient déjà exprimé officiellement leur souhait de participer au travail de l'Observatoire (la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovaquie).

## Développement de la coopération avec les pays tiers

---

Le 28 septembre, le Conseil de l'UE a approuvé l'accord entre la Communauté européenne et le Royaume de Norvège sur la participation de ce dernier aux activités de l'OEDT. La participation de la Norvège devrait commencer en janvier 2001.

Environ quarante délégués de pays tiers ont visité le siège de l'OEDT dans le cadre de la deuxième réunion de haut niveau sur le mécanisme de coordination et de coopération entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes dans le domaine des drogues, organisée à Lisbonne les 22 et 23 mai.

Le 28 février, l'OEDT a été invité à présenter ses activités au Forum méditerranéen organisé sous les auspices de la présidence portugaise à Cascais.

## Principales visites à l'OEDT, 2000

Date	Visite
15 mars	Visite de M. Sergio Medinaceli, vice-ministre bolivien de la prévention et de la réinsertion
20 mars	Visite de S.E. l'Ambassadeur d'Estonie au Portugal, M. P. Lettens
7 avril	Visite du chancelier de l'ambassade de Pologne au Portugal, M <sup>me</sup> M. Ziembinska
10 avril	Visite de S.E. l'Ambassadeur de Slovaquie au Portugal, M. P. Hrmo
13 avril	Visite du vice-Premier ministre slovaque, M. P. Casky
18 avril	Visite de leurs Altesses Royales le grand-duc et la grande-duchesse de Luxembourg
19 mai	Visite de M. José Antonio González Fernández, ministre mexicain de la santé
23 mai	Visite des délégués participant à la 2 <sup>e</sup> réunion de haut niveau sur le mécanisme de coordination et de coopération entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes dans le domaine des drogues
21 juin	Visite de M. P. Rakowski, ministre polonais de l'intérieur
21 septembre	Visite de l'Organe international de contrôle des stupéfiants
12 octobre	Visite de M. T. Deutsch, ministre hongrois de la jeunesse et des sports, président du Comité hongrois pour la coordination de la lutte antidrogue
13 octobre	Visite de M. K. Tronczynski, ministre polonais de la santé Visite de M. R. Muscat, correspondant permanent de la République de Malte auprès du groupe Pompidou Visite d'une délégation turque de haut niveau, dirigée par S.E. l'Ambassadeur de Turquie au Portugal

## Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT, 2000

Date	Lieu	Événement
6-10 mars	Vienne	Commission des stupéfiants, Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue
30-31 mars	Strasbourg	45 <sup>e</sup> réunion des correspondants permanents du groupe Pompidou
1 <sup>er</sup> -3 mai	Washington	27 <sup>e</sup> réunion régulière de la CICAD
29-30 juin	Bruxelles	Réunion du groupe de Dublin
11-12 septembre	Strasbourg	46 <sup>e</sup> réunion des correspondants permanents du groupe Pompidou
11 octobre	Sintra	47 <sup>e</sup> réunion des correspondants permanents du groupe Pompidou
12-13 octobre	Sintra	Conférence ministérielle, groupe Pompidou du Conseil de l'Europe
24-26 octobre	Port-of-Spain	28 <sup>e</sup> réunion régulière de la CICAD
30 octobre-4 novembre	Rhodes	Assemblée générale d'Interpol



# Informations pratiques

---

**Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT)**  
**Rua da Cruz de Santa Apolónia, 23-25**  
**P-1149-045 Lisbonne**

Tél. (351) 218 11 30 00

Fax (351) 218 13 17 11

E-mail: [info@emcdda.org](mailto:info@emcdda.org)

Site web: <http://www.emcdda.org>



Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

**Rapport général d'activités 2000**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2001 — 81 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-9168-109-1

